



## LES OTAGES SONT LIBRES ET LES USA EN FÊTE

pages B 1, B 4

## RONALD REAGAN DEVIENT LE 40<sup>e</sup> PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

pages B 2, B 3

# LE MONDE

CAHIER B

LA PRESSE, MONTRÉAL, MERCREDI 21 JANVIER 1981

# Le suspense aura duré jusqu'au bout

## DÉCOMPRESSION DE PLUSIEURS JOURS EN RFA

d'après AP, UPI, AFP et Reuter

Les otages américains ont finalement quitté la terre iranienne où ils ont été détenus pendant 441 jours, une demi-heure après l'expiration du mandat présidentiel du président Jimmy Carter.

L'appareil transportant les 52 otages a décollé exactement à 17h33 GMT en présence de Behzad Nabavi, principal négociateur iranien, a annoncé l'agence Pars. L'opération s'est déroulée sous des huées et les cris de «Allah est grand... Allah est grand...».

Jusqu'au bout, l'inquiétude a subsisté. En effet, après un retard de quatre heures, encore inexplicable, dans l'accomplissement de la procédure de libération, on avait craint que les avions algériens ne puissent décoller en raison de l'obscurité. Le black-out est en vigueur sur l'aéroport Mehrabad en raison de la guerre entre l'Irak et l'Iran, mais les autorités iraniennes ont accepté d'allumer les pistes.

L'avion des otages a d'abord fait une escale technique à Athènes, en Grèce, mais les 52 Américains n'ont pas été autorisés à sortir de l'appareil, les journalistes étant également tenus à l'écart de l'avion.

Puis ce fut le départ pour Alger, où le principal négociateur américain, Warren Christopher, les a accueillis officiellement. Puis, les otages ont été transférés à bord d'appareils sanitaires américains pour se rendre à la base de Rhein-Main, près de Francfort, en Allemagne de l'Ouest, où ils passeront quelques jours avant de retrouver leurs familles.

Aux États-Unis, c'est déjà la fête dans certaines familles éprouvées par cette attente angoissante et par des fausses joies. Dans plusieurs villes, les



Chacun des 52 otages était escorté, comme celui-ci, de deux «gardiens de la Révolution» en parkas, jusqu'à l'avion algérien qui devait les emmener vers la liberté après 444 jours de détention.

télephoto UPI

cloches se sont mises à sonner hier midi, tandis que des sirènes d'incendie et d'alerte se joignaient au concert. Les sirènes ont sonné pendant 44 secondes à Albany, la capitale de l'Etat de New York.

L'ancien secrétaire d'Etat Cyrus Vance, accompagné d'un groupe de 30 experts et médecins américains, a quitté Washington hier soir pour accueillir les otages à leur descente d'avion à Wiesbaden.

M. Vance avait démissionné en avril dernier pour protester

contre le raid manqué de Tabbas.

L'ex-président Carter, que Ronald Reagan a gracieusement invité à aller rencontrer les otages, ne les accueillera pas à leur descente d'avion, mais arrivera un peu plus tard en RFA.

Même si la libération des otages est intervenue une demi-heure après son investiture, le président Reagan a indiqué qu'il n'avait rien eu à signer pour cet élargissement. M. Reagan a déclaré qu'il se conformerait aux accords passés avec l'Iran si l'entente ne contient aucune

clause secrète. Le nouveau président a ajouté que certains des négociateurs de son prédécesseur pourraient être retenus dans le dossier.

Par ailleurs, le fait que la libération des otages soit intervenue une demi-heure après la prestation du serment de M. Reagan était manifestement involontaire, selon le diplomate suisse Flavio Meroni qui s'est assuré du bon déroulement du départ des 52 Américains.

M. Meroni a déclaré que les Iraniens avaient essayé de faire le plus vite possible, mais que les circonstances ont fait qu'il y a eu un retard.

Le diplomate a ajouté que les 52 Américains semblaient en bonne santé, mais très fatigués. Il a rencontré les otages dans une salle de l'aéroport et est monté à bord de l'avion pour compter les Américains libérés et leur faire signer un document assurant que chacun d'eux était en bonne santé.

A leur arrivée à l'hôpital militaire de Wiesbaden, les otages seront autorisés à téléphoner à leurs proches et seront brièvement informés du déroulement des examens médicaux qui les attendent au cours des jours prochains.

C'est pour des raisons strictement médicales que les otages ne sont pas ramenés directement aux États-Unis, explique le secrétaire d'Etat. Un porte-parole a indiqué que des otages libérés précédemment avaient ressenti le besoin d'une période de quelques jours pour se ressaisir, réaliser qu'ils étaient libres, que leur libération n'était pas un rêve.

Une équipe de médecins et de psychiatres américains va être chargée de diagnostiquer chez les otages d'éventuels troubles psychiques que plus de 11 mois de captivité ont pu provoquer.

A leur retour aux États-Unis, ils devraient recevoir une indemnité sous une forme ou une autre pour leurs longs mois en captivité.

A Téhéran, le premier ministre iranien, Mohamad Ali Radjaj, a déclaré hier que le principal bénéfice remporté par l'Iran dans cette affaire avait été de pouvoir compter uniquement sur lui-même.

«Nous espérons que le jour viendra où notre peuple n'aura pas à dépendre d'un pays étranger pour une raison quelconque», a-t-il déclaré à la radio de Téhéran.

# Un drame qui symbolisera la transition Carter-Reagan

## AMBIANCE DE FIN DE GUERRE À WASHINGTON

WASHINGTON — Ronald Reagan et Jimmy Carter avaient déjà fait leur entrée au Capitole lorsque la nouvelle de la libération des otages commença à filtrer de l'aéroport de Mehrabad, à Téhéran. Il était alors 11h11, Ronald Reagan, dix-neuf minutes plus tard, allait prononcer le serment d'office et Jimmy Carter n'aurait pas comme président la satisfaction d'annoncer lui-même la grande nouvelle à la nation. A 2h15 sous le régime Reagan, les 52 otages s'envolaient de l'Iran, vers la liberté. Au préalable, ils avaient dû défilé un par un entre des militants khoméinistes scandant: «A mort les États-Unis, Allah akbar.» (Dieu est grand)

ter n'étant plus le commandant suprême, Air Force One devint Fame 2700, un vol banal, de routine. Au-dessus de la Caroline du Nord, Jimmy Carter recut la confirmation que les 52 otages étaient en dehors de l'espace



JEAN PELLETIER

(de notre bureau de Washington)

aérien de l'Iran, qu'ils étaient tous «sains, saufs et libres».

Alors qu'à Washington, le président Reagan se rendait en triomphe à la Maison-Blanche, Jimmy Carter était accueilli en héros à Plains. Pour la première fois dans l'histoire de la République américaine, l'attention était centrée bien moins sur le nouveau président que sur son prédécesseur. Mais Carter avait



Elizabeth Ann Swift, à gauche et Katherine Koob, les deux seules femmes parmi les 52, «libres, sauvées et en santé» à Alger.

télephoto AP

Ainsi, jusqu'à la toute dernière minute, le gouvernement de l'ayatollah Khomeini a tenu à humilier le président Carter qui, n'eût été de cette crise, aurait peut-être, hier midi, prêté une seconde fois le serment d'office.

Au douzième coup de midi, Jimmy Carter entra dans l'histoire, devenu un simple citoyen, tandis qu'autour du Capitole s'attroupaient des milliers de personnes venues acclamer un homme qui, en douze ans, tenait à trois reprises d'accéder à la Maison-Blanche. Il y est parvenu contre toutes les probabilités et cette victoire à elle seule chez ses partisans marquait un virage profond pour les États-Unis.

Washington, hier matin, avait l'air d'une ville célébrant la fin d'une longue guerre. Envahie par une marée de limousines, on ne pouvait échapper au sentiment qu'une nouvelle génération de politiciens et de bureaucrates venait de s'installer à la tête du gouvernement fédéral des États-Unis. Une génération d'hommes et de femmes plutôt à l'aise, qui ont cessé de croire depuis longtemps au rêve d'un gouvernement capable de guérir les inégalités sociales en se faisant le maître d'oeuvre de réformes colossales. Pour tout ce monde qui, des hier midi, se mettait à la tâche, à la Maison-Blanche, au Département d'Etat, au Pentagone ou au Capitole, la consigne était la même. Toute simple. Limiter l'ingérence de Washington dans tous les secteurs de la société américaine. Mais cette relève de la garde, aussi hystérique qu'elle fut, n'était hier matin qu'un événement secondaire. L'Amérique était rivée sur le sort des otages.

A la Maison-Blanche, à midi tapant, Jody Powell, secrétaire de presse du président, quitta son bureau pour la dernière fois. Jusqu'à la toute dernière minute, il demeura à son poste, suivant à la seconde le déroulement de la crise des otages. Son dernier «briefing» remontait à 11h30 hier matin, lorsque, épuisé par une nuit sans sommeil, il rencontra les journalistes pour leur annoncer qu'un accord était finalement intervenu entre Washington, Alger et Téhéran. Au briefing, il n'y eut ni adieux ni cérémonie. La salle de presse allait demeurer la même et pourtant, tout allait changer.

A 1h01 de l'après-midi, après une dernière revue de la garde et 21 coups de canons, le président Carter s'embarqua sur Air Force One pour son village natal de Plains, en Georgie. Jimmy Car-

ter change. On ne le voyait plus en politicien mais bien plutôt comme le vainqueur d'une longue crise. Son discours de Plains ne fut centré que sur les otages comme si quatre ans à la tête du pays le plus puissant du monde ne voulait rien dire après les 441 derniers jours.

L'image de Carter assis sur la terrasse inaugurale en face du Capitole restera longtemps dans la mémoire des Américains. Le même homme, en 76, contrairement à Ronald Reagan, prononça son discours inaugural vêtu d'un simple habit d'homme d'affaires. L'entourage des gens modestes, comme lui. Des Noirs, des Hispaniques, des hommes et des femmes de l'Amérique de tous les jours qui, avant de connaître Carter, avaient appuyé Bobby Kennedy, puis George McGovern. On pouvait à l'époque compter les visons. Hier la tâche eût été pharaonique.

A 2h00, Reagan porta un toast à la libération des otages. «Les prisonniers, dit-il, sont en dehors de l'espace aérien de l'Iran.» Largés sourires, applaudissements, les sénateurs et les congressmen acclament qui, nul doute, contribua par ses idées militaristes à résoudre la crise à sa manière.

En débarquant à Plains au son d'un orchestre «blue grass», Jimmy Carter entama une valse avec sa femme Rosalynn. On imagine mal le couple Reagan se prêtant au même spectacle. Pourtant, les deux hommes sont de grands sentimentaux, mais ils ne s'émouvent pas aux mêmes choses. Carter avait marché du Capitole à la Maison-Blanche; Reagan s'y rendit en limousine faisant moins de 8 milles au gallon. Carter n'avait cure des agents secrets, le 20 janvier 76; Reagan s'enferma dans sa Lincoln blindée au passage du moindre manifestant sur son parcours. Carter n'aimait pas les régiments militaires, Reagan hier en a raffolé, particulièrement de régiments de cavalerie.

Vers 6h00, le ciel de Washington s'illumina de feux d'artifice géants. Il y en avait pour plus de \$300.000. Ronald Reagan était alors installé dans la Maison-Blanche, se préparant aux bals inauguraux où l'on joua surtout du Glen Miller, le son d'une époque que chérit entre toutes le nouveau président.

Vers les 8h30, heure de Washington, deux avions d'Air Algérie se posaient à l'aéroport Boumediène, à Alger, ayant à leur bord 52 Américains dont le drame symbolisera la transition de Carter à Reagan.

# Carter: notre honneur est sauf

PLAINS, Georgie — (UPI, AFP) — L'ancien président Jimmy Carter, redevenu simple citoyen, qui devait passer la nuit à Plains avant de prendre l'avion pour l'Allemagne fédérale où il ira accueillir les otages américains libérés, a assuré à ceux qui étaient venus à sa rencontre, que la libération des otages en Iran avait été obtenue «à des conditions qui sauvegarderont toujours l'honneur et les intérêts» des États-Unis.

M. Carter, qui avait quitté Washington aussitôt après la cérémonie d'investiture de son successeur, le président Ronald Reagan, a reçu un accueil extraordinairement chaleureux de la population de la petite ville de Plains dont il a rendu le nom célèbre depuis quatre ans.

Sous une petite pluie fine, il a enfin pu prononcer le discours qu'il aurait aimé pouvoir faire avant de quitter la Maison-Blanche pour annoncer au peuple américain que les otages d'Iran étaient libres après 441 jours de détention.

«Notre nation a agi comme une grande nation doit agir, avec une détermination et une modération constante face à une rude provocation», a-t-il dit.

M. Carter a provoqué une explosion de joie de la foule lorsqu'il a annoncé que, dans l'avion qui l'amena à Washington, il avait été informé que l'avion transportant les 52 otages avait quitté l'espace aérien iranien et



Jimmy Carter, redevenu simple citoyen, accueilli par sa mère à son retour à Plains, hier, sous la pluie.

télephoto UPI

que les otages étaient «vivants, en bonne santé et libres».

Il a félicité le peuple américain d'avoir toujours conservé son unité au cours d'une des plus pénibles épreuves connues par le pays. Il a ensuite débordé d'émotion pour remercier le gouvernement algérien d'avoir servi d'intermédiaire dans les négociations en vue de régler la crise. «Les Algériens ont été de véritables héros au cours des dernières semaines en essayant d'obtenir la liberté des otages», a-t-il dit.

Au bord de l'épuisement après

deux nuits blanches et la tension du drame extraordinaire qui a marqué les derniers jours de sa présidence, Jimmy Carter a mêlé dans l'émotion de ses propos le retour des otages et son propre retour à Plains.

«Mon cœur est rempli de la réalisation de ce que cela signifie d'être libre et d'être à nouveau un citoyen», a-t-il dit.

Malgré le mauvais temps, toute la population de Plains et des milliers de gens des environs s'étaient massés pour accueillir l'ancien président. Tout au long du parcours, qu'il a fait à pied

dans la petite ville, les hommes et les femmes qu'il a connus toute sa vie l'entouraient, l'embrassaient, lui serraient longuement les mains.

C'est sans nul doute à cause de la fatigue que M. Carter a repoussé à ce matin son départ pour l'Allemagne où le président Reagan lui a demandé d'apporter les vœux du gouvernement et des Américains aux 52 otages avant leur retour aux États-Unis. Ce retour sera pour lui la dernière victoire, même si elle vient trop tard.



# Le nouveau président s'engage à remettre les États-Unis au travail

WASHINGTON — Après avoir prononcé les 35 mots qui constituent le serment d'office, le président Reagan, fidèle à ses discours électoraux, a promis à ses concitoyens de remettre l'Amérique au travail, de mater l'inflation et de réduire au plus tôt l'omnipotence du gouvernement fédéral dans la vie sociale et économique de l'Amérique.

«Qu'il n'y ait pas de malentendu, a déclaré le président. Ce n'est pas mon intention d'abolir le gouvernement mais bien plutôt de le faire travailler avec nous et non à nos dépens; de l'aider à nos côtés et non pas sur le dos. Le gouvernement peut et doit accroître nos opportunités et non pas les étouffer; accroître la productivité et non pas la restreindre.»

Sitôt revenu à l'intérieur du Capitole, quelques minutes plus tard, le 40ème président parvint à sa première directive, imposant un gel sur l'embauche dans la fonction publique fédérale.

**JEAN PELLETIER**  
(de Washington)

Après avoir consacré l'essentiel de sa brève allocution au défi économique qui confronte son administration, le président Reagan s'est adressé en fin de discours aux alliés des États-Unis et au premier chef à ses deux voisins, le Canada et le Mexique.

A nos voisins et alliés qui partagent notre idéal de liberté, je leur dis que nous raffermirons nos liens historiques et que nous

les assurons de notre appui et de notre ferme engagement. A la loyauté nous répliquerons par la loyauté... Nous n'utiliserons pas notre amitié pour s'immiscer dans leur souveraineté, car notre propre souveraineté n'est pas à vendre.»

S'adressant ensuite aux adversaires de «la liberté» le président Reagan s'est montré catégorique. «A ceux qui sont nos adversaires potentiels nous leur rappelons que la paix est le plus grand idéal que poursuit le peuple américain. Nous négocierons pour elle, en son nom nous nous imposerons des sacrifices, mais ne capitulerons jamais pour la paix.» Que notre horreur des conflits ne soient donc jamais confondue à un manque de volonté, dit-il. Lorsqu'il faudra

agir pour sauvegarder notre sécurité nationale, nous agirons, et pour ce faire nous maintiendrons une force qui nous permettra d'imposer notre suprématie si nécessaire, en sachant fort bien qu'une telle force constitue notre meilleure chance de ne jamais avoir à l'employer.

Le reste du discours, alléguant sur les grandeurs de l'Amérique, «une nation trop grande pour s'accommoder de rêves modestes». Nous ne sommes pas contrairement, dit-il, à ce que certains prétendent voués à un déclin inévitable. Je ne crois pas à un destin qui nous écrasera quoi que l'on fasse... mais nous devons faire quelque chose. Nous avons tous les droits d'entretenir des rêves héroïques.»

S'inspirant dans sa conclusion du journal d'un jeune soldat, Martin Treptow, mort au champ de bataille en 1917, Ronald Reagan cita la phrase suivante: «Mon engagement? L'Amérique doit remporter cette guerre. C'est pourquoi je vais épargner, travailler, me sacrifier, endurer et me battre avec joie en faisant l'impossible comme si l'issue de la lutte dépendait de moi seul.»

A ce passage précis, la voix de Reagan se cassa par les larmes. «Bien sûr, dit-il, nous n'avons pas à nous imposer les mêmes sacrifices que Treptow mais ensemble et avec l'aide de Dieu nous allons résoudre les problèmes qui nous confondent. Et pourquoi ne devrions-nous pas y croire? Après tout nous sommes Américains.»



Le premier discours du président  
téléphoto PA

## L'ère Reagan a débuté

d'après AP, AFP

À midi, les cloches ont sonné à toute volée à Washington et le canon a tonné pour saluer l'investiture de l'ancien gouverneur de Californie Ronald Reagan comme 40ème président des États-Unis tandis qu'une coïncidence historique assez unique faisait qu'au même moment à quelques milliers de kilomètres de là les 52 otages américains retrouvaient la liberté après 14 mois de captivité.

M. Ronald Wilson Reagan devient le président le plus âgé de toute l'histoire des États-Unis, puisqu'il aura 70 ans en février, et succède à James Earl Carter qui va retrouver Plains après quatre années marquées par l'une des crises les plus graves qu'ait eu à affronter un président des États-Unis.

Debout devant le Capitole, M. Reagan, la main droite levée, la gauche placée sur une bible qui appartient à sa mère, a prononcé le serment traditionnel face au président de la Cour suprême, M. Warren Burger: «Je jure solennellement que je remplirai fidèlement les fonctions de président des États-Unis et que je ferai tout pour préserver, protéger et défendre la Constitution des États-Unis.»

Quelques minutes avant, le nouveau vice-président, M. George Bush, avait lui aussi prêté serment. Une salve de 21 coups de canon a salué le début de l'ère Reagan.

M. Reagan aura 70 ans le 6 février. Il est ainsi, dans l'histoire des États-Unis, l'homme le plus vieux qui ait jamais assumé ces fonctions.

Sa femme, Nancy, était à ses côtés au moment où il a levé la main droite, placé sa main gauche sur la bible, et répété le serment lu par M. Warren Burger.

Le président Carter a paru épuisé au cours de la cérémonie, à la suite des longues négociations menées jusqu'au dernier

moment de son mandat pour assurer la libération des 52 otages américains de Téhéran, qui décollaient au même moment.

### Journée dramatique

Jamais les États-Unis n'ont connu une passation de pouvoir présidentielle aussi dramatique que celle d'hier entre le démocrate Jimmy Carter et le républicain Ronald Reagan.

Les fastes d'un protocole bien établi étaient éclipsés par l'incertitude qui a régné jusqu'à la dernière minute sur le sort des 52 otages américains à Téhéran. Leur libération était tenue pour imminente depuis deux jours, mais ils n'avaient pas encore quitté le territoire iranien au moment où commençaient à Washington les premières cérémonies de la journée d'investiture.

Cette coïncidence sans précédent du dénouement d'un drame international et du changement de président à Washington a créé une atmosphère irréaliste autour de la Maison-Blanche pendant les dernières heures du mandat de Jimmy Carter.

Une activité fébrile a régné toute la nuit autour du bureau ovale et dans les autres «corridors du pouvoir» où circulaient les dernières informations sur les interminables rebondissements des négociations sur l'application de l'accord conclu depuis la veille avec l'Iran. C'était, pour Jimmy Carter, une véritable lutte contre la mort pour arracher la liberté de ces 52 américains avant son départ.

Pendant ce temps Ronald Reagan, qui n'était pas encore investi des responsabilités de l'État, était l'objet d'innombrables et fastueuses festivités organisées par les républicains pour célébrer la restauration du «Grand Old Party» à la Maison-Blanche.

Dans la nuit froide de lundi à hier, les limousines blanches des banquiers de Californie et les

visions sablé de très anciennes starlettes restées amies de «Ronnie» et Nancy, ont encombré les avenues de la capitale fédérale, allant d'un concert à un dîner au champagne en passant rapidement par l'une ou l'autre des cent réceptions organisées en l'honneur du 40ème président des États-Unis.

Le chic hollywoodien de l'affluence républicaine contrastait singulièrement avec la veille d'inauguration de Jimmy Carter, il y a quatre ans, où la bière, le bourbon, les cacahuètes et les accents trainants du sud signalaient l'installation d'un régime provincial et bon enfant.

À Blair House, face à la Maison-Blanche de l'autre côté de l'avenue de Pennsylvanie, Ronald Reagan, économiste de ses forces à près de 70 ans, a mieux dormi que le pauvre Jimmy Carter, empoisonné jusqu'au bout par les ayatollahs pugnaces.

### La météo républicaine

Le nouveau président s'est réveillé pour constater que la météo, sinon Dieu, était républicaine. Il n'avait pas fait un temps aussi clémente à Washington le 20 janvier depuis 1953, lorsque le républicain Dwight Eisenhower prêta serment pour succéder au démocrate Harry Truman. Tous les Washingtoniens se souviennent de la tempête de neige et du verglas qui transformèrent en chaos la journée d'inauguration de John Kennedy en janvier 1961.

Au moment où allaient commencer les cérémonies d'inauguration les milliers de figurants, qui s'étaient emmitouflés en prévision du froid arctique de grêle depuis trois semaines, se livraient au «strip-tease», pour être plus à l'aise dans les 12 degrés centigrades de cette journée d'investiture sans précédent.

La présidence, les otages, le soleil... Ronald Reagan, disait-on dans les rues de Washington, a toujours eu de la veine.



Ronald Reagan a prêté serment devant le juge en chef de la Cour suprême, Warren Burger, sous l'oeil attentif de sa femme, Nancy. À l'extrême droite, l'ex-président Carter et derrière M. Burger, le sénateur Mark Hatfield.  
téléphoto UPI

## Vacance au secrétariat d'État d'ici la confirmation de Haig

d'après AFP

Les États-Unis n'ont plus de secrétaire d'État depuis hier midi. Le mandat de M. Edmund Muskie a en effet pris fin au moment même où le nouveau président Ronald Reagan a prêté serment. Toutefois, M. David Newsom, ancien secrétaire d'État adjoint aux affaires politiques, a été désigné secrétaire d'État par intérim, en attendant que la nomination du général Alexander Haig, secrétaire d'État désigné, soit officiellement confirmée.

La nomination du général Haig comme 59e secrétaire d'État américain a été approuvée jeudi dernier par la commission des Affaires étrangères du Sénat. Le Sénat américain doit la confirmer en séance plénière.

D'autre part, la désignation de M. Caspar Weinberger comme secrétaire à la Défense dans le cabinet Reagan a été approuvée hier par le Sénat réuni en séance plénière, moins de six heures après la prestation de serment du nouveau président.

M. Weinberger est le premier membre du nouveau gouverne-

ment américain dont la nomination est ainsi approuvée. Sa désignation a été confirmée à la quasi-unanimité (97 voix contre 2).

La procédure d'approbation par le Sénat des autres membres du cabinet doit se poursuivre aujourd'hui. La confirmation du général Alexander Haig dans ses fonctions de secrétaire d'État sera, après celle de M. Weinberger, la première soumise à la Chambre.

Le Sénat a notamment décidé de limiter à quatre heures le

débat concernant le général Haig. Ce débat pourrait être particulièrement animé en raison des critiques de certains démocrates concernant l'attitude de M. Haig lors de l'affaire du Watergate, alors qu'il était secrétaire général de la Maison-Blanche.

Immédiatement après avoir prêté serment, M. Ronald Reagan avait signé, au Capitole, la nomination de 17 membres de son équipe. Les débats au Sénat ne pouvaient avoir lieu avant cette signature.

## Une passation très rapide des pouvoirs

d'après AFP

Le président Ronald Reagan a assisté hier matin à un service religieux en l'église épiscopale Saint John, «l'Église des présidents», à deux pas de la Maison-Blanche.

Le service religieux, célébré à la demande du président-élu et du vice-président-élu George Bush, a duré une vingtaine de minutes. M. Reagan a ensuite regagné Blair House, où il réside depuis son arrivée à Washington.

Plusieurs membres du cabinet, ainsi que des vedettes d'Hollywood, dont le chanteur Frank Sinatra, un ami du futur président, assistaient à ce service, qui marquait le début des cérémonies d'investiture.

Entre-temps, la passation du pouvoir se faisait avec une rapidité surprenante entre les deux équipes présidentielles à la Maison-Blanche.

Au moment même où M. Ronald Reagan prêtait serment au Congrès, les services de presse et les bureaux entourant le bureau ovale étaient envahis par leurs nouveaux occupants.

Deux minutes avant midi, M. Jody Powell quittait la Maison-Blanche, et M. Larry Speakes prenait possession des lieux. Le porte-parole officiel de la Maison-Blanche, M. Jim Brady, accompagnait le nouveau président.

Immédiatement également, des tableaux de M. Reagan, al-

longé sur un hamac à côté de son épouse Nancy ou entouré de chevaux dans son ranch californien, étaient accrochés sur les murs des couloirs, où ceux de Jimmy Carter et Rosalynn avaient disparu depuis deux jours.

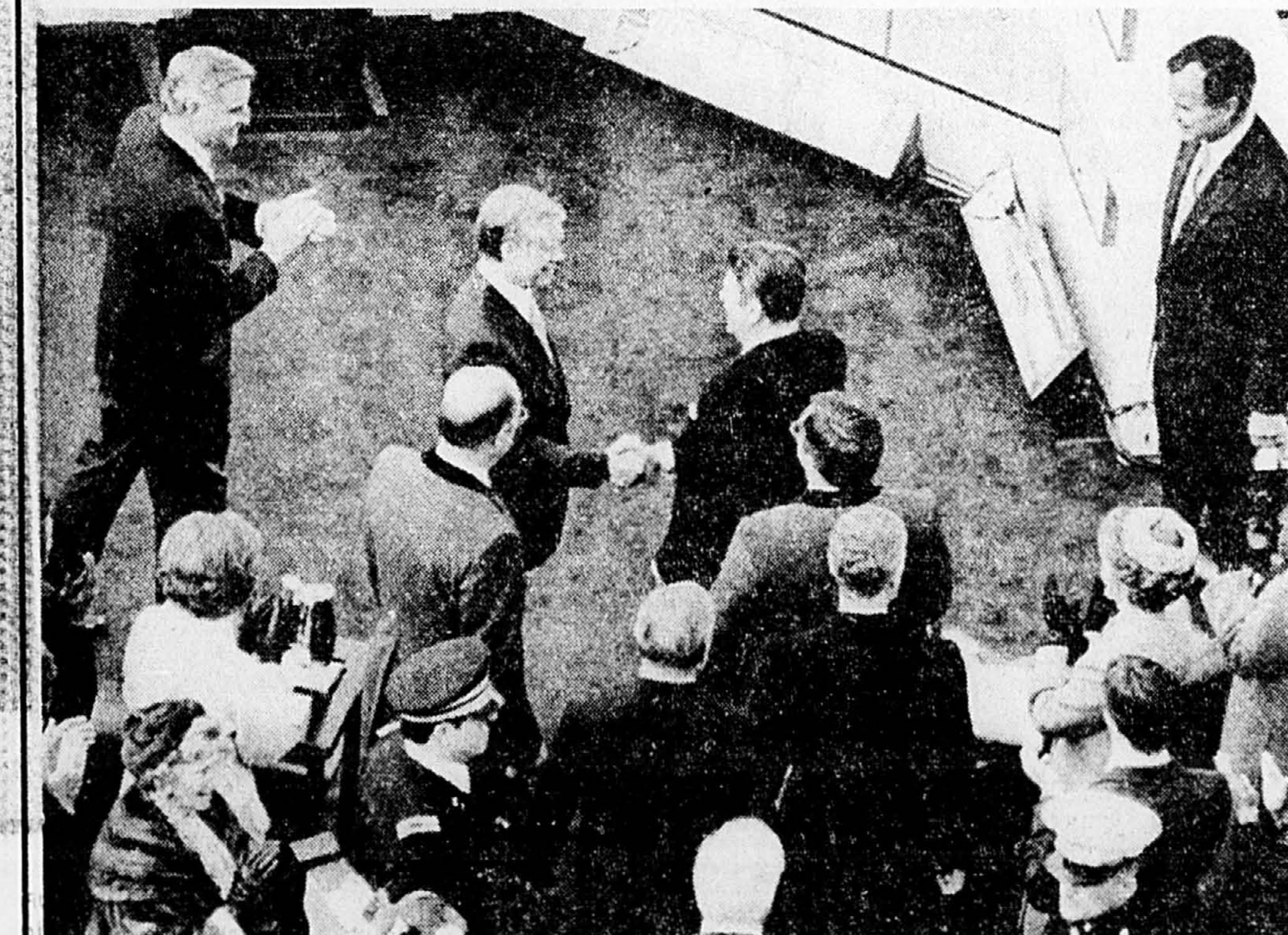
Le président Ronald Reagan a signé immédiatement après son entrée en fonctions, un décret interdisant au gouvernement fédéral d'embaucher du personnel.

M. Reagan avait annoncé pendant la campagne électorale qu'il avait l'intention de limiter l'importance du gouvernement.

Par ailleurs, le petit village de Ballyporeen en république d'Irlande, a fête, hier, l'accession d'un enfant du pays à la présidence des États-Unis: Ronald Reagan. 300 personnes se sont réunies à l'extérieur du pub du village, dont la salle principale a été rebaptisée pour la circonstance «Salle Reagan».

Un défilé, orchestre en tête, a traversé le village décoré de drapeaux américains et irlandais. Avant que le groupe ne se disperse, un villageois entonnait, refrain repris en chœur par les participants, un chant qu'il avait composé en l'honneur de M. Reagan.

Les habitants du village ont envoyé, hier, au 40ème président des États-Unis une invitation à Ballyporeen. Selon les registres de l'église, l'arrière-grand-père du président Reagan est né à Ballyporeen en 1829.



Le président sortant, Jimmy Carter, a félicité son successeur, Ronald Reagan, à l'issue des cérémonies d'hier, à Washington. À l'extrême droite, on aperçoit le nouveau vice-président, George Bush, tandis qu'à l'extrême gauche, son prédécesseur, Walter Mondale applaudit.  
téléphoto UPI



Premier geste officiel: Ronald Reagan signe les documents officiels portant sur la nomination des membres de son cabinet.

teléphoto UPI

## «Au revoir cacahuète, bonjour boule de gomme»

D'après AFP, Reuter

Les editorialistes de la presse américaine saluaient hier, chacun à sa manière, l'entrée en fonction du nouveau président des Etats-Unis, M. Ronald Reagan.

«Au revoir cacahuète, bonjour boule de gomme», proclame sur le ton badin le Washington Star (indépendant), faisant allusion à la profession de M. Carter et au goût prononcé de M. Reagan pour ce bonbon. «Le contraste entre le sol de la cacahuète et le sucre de la boule de gomme», ajoute-t-il, reflète parfaitement le système américain des deux partis et le mandat (donné à M. Reagan) en faveur d'un changement.»

Dans le même quotidien, le dessinateur Oliphant se montre féroce. Il représente le capitaine Carter passant la barre d'un navire en train de couler au capitaine Reagan.

Le plus sérieux Washington Post se borne à exprimer prudemment l'espoir que le 10ème président des Etats-Unis sera en mesure de réaliser la vision heureuse qu'il a présentée, ainsi que ses associés, au peuple américain.

Le New York Times lui emboîte le pas et, tout en souhaitant «une bonne journée à M. Reagan», déclare que «son manque d'allure et d'originalité pourrait être compensé par sa totale simplicité américaine».

Le Wall Street Journal, quotidien du monde des affaires, note enfin que «la crainte est fort répandue que M. Reagan ne sera pas en mesure de réaliser ses

promesses». Cela tient, explique-t-il à son «style» distant et à sa prudence. Mais «nous ne serons pas surpris si cette crainte s'avère illusoire. A partir d'aujourd'hui, ajoute-t-il, nous allons commencer à le savoir, en nous embarquant avec M. Reagan dans une nouvelle expérience et une nouvelle aventure. Il a des idées et un mandat. S'il parvient à les mettre effectivement en application, cette 10ème présidence sera un tournant dans l'histoire.»

A Moscou, le journal Industrie Socialiste estime que le président Ronald Reagan va hériter d'un «lourd héritage» en succé-

dant au président Jimmy Carter à la Maison-Blanche.

De par le monde, les félicitations affluaient hier à la Maison-Blanche.

Le président Brejnev, d'URSS a exprimé le souhait de voir une «évolution positive» des rapports soviéto-américains.

Le premier ministre chinois, Zhao Ziyang, a profité de l'occasion pour inviter implicitement M. Reagan à ne pas rétablir des relations gouvernementales avec Taiwan, tandis que le président taiwanais, Chiang Ching-Khuo, envoyait lui aussi des félicitations à M. Reagan.

## Reagan enchanté par le spectacle

d'après AFP

Le président Ronald Reagan a assisté hier après-midi à la traditionnelle parade devant la Maison-Blanche, apothéose des cérémonies d'investiture.

Installé dans une tribune protégée par une vitre pare-balles, devant la Maison-Blanche, le nouveau président a paru enchanté par le spectacle qui lui était offert: fanfares militaires, groupes folkloriques, détachements militaires, majorettes, ont été acclamés par une foule de plusieurs dizaines de milliers de personnes massées sur les trottoirs et dans des tribunes le long de Pennsylvania Avenue.

Les places dans ces tribunes aux abords immédiats de la Maison-Blanche s'étaient arrachées pour la coquette somme de 75 à 100 dollars.

Alors que la nuit tombait sur Washington à la fin de cette journée historique, le 10ème président, visiblement ému, a entendu à la fin de cette parade une chorale entonner le chant traditionnel à la mémoire de John Brown, l'un des héros légendaires de l'histoire américaine.

Plus tard dans la soirée, le couple présidentiel a assisté à un feu d'artifice, puis participe à l'un des neuf grands bals qui ont été donnés dans la capitale fédérale.

# Reagan réduira le rôle de l'État dans l'économie

d'après AFP

M. Ronald Reagan s'installe à la Maison-Blanche avec la volonté bien arrêtée de poursuivre une politique économique fondée sur la liberté d'entreprise plutôt que sur l'intervention de l'Etat. Le programme économique qu'il entend appliquer comportera essentiellement, selon les engagements qu'il a pris durant la campagne électorale:

- Une forte réduction (d'au moins 2 pour cent cette année) des dépenses budgétaires globales qui s'élevaient, pour l'exercice budgétaire courant, à près de 660 milliards de dollars l'an.

- Une diminution de la fiscalité. L'impôt sur le revenu sera abaissé de 10 p.c. l'an pendant trois ans, ce qui devrait permettre de relancer la demande. Les impôts sur les sociétés seront également abaissés substantiellement. Ceci devrait permettre une certaine «renovation» de l'appareil de production et en améliorer la productivité.

- L'abrogation d'une bonne partie de la réglementation existante qui, selon les Républicains, entrave le bon fonctionnement de l'économie et notamment le développement du potentiel énergétique du pays.

Ce programme économique,

qui sera présenté en détails à la Nation et au Congrès au début de février, devrait, selon les conseillers présidentiels, provoquer un «choc psychologique» favorable dans l'opinion, et ramener l'équilibre budgétaire d'ici trois à quatre ans.

Il devra cependant tenir compte des faits «réels», c'est-à-dire des possibilités et des contraintes découlant de la situation économique et financière courante.

Cette situation est la suivante:

- L'économie américaine traverse actuellement une période de «stagflation», à un niveau relativement élevé, qui devrait faire place, selon la plupart des prévisions, à une reprise modérée au second semestre.

- L'inflation demeure élevée: près de 13 p.c. par an, et, en raison de la politique anti-inflationniste de contrôle de la monnaie et du crédit suivie par la Réserve Fédérale, les taux d'intérêt se situent à des niveaux presque records: 20 p.c. par exemple pour le taux d'intérêt des banques.

- La production industrielle a presque retrouvé son niveau d'avant la récession. En décembre, la production industrielle s'est située à 1,2 p.c. seulement au-dessous de son niveau de la fin de 1979. Mais un secteur important, celui de l'automobile

connaît toujours des difficultés majeures.

- La productivité américaine reste passablement inférieure à ce qu'elle était il y a quelques années.

- Le chômage demeure important: 7,5 p.c. de la main-d'œuvre disponible, soit un peu moins de huit millions de chômeurs.

- L'exercice budgétaire en cours, déjà bien entamé puisqu'il a commencé le 1er octobre dernier, prévoit un déficit de \$55 milliards. Pour l'exercice suivant, le président démocrate sortant a déposé un projet de budget «symbolique» faisant ressortir un déficit de \$27,5 milliards.

- La balance des paiements est équilibrée, notamment grâce au niveau réduit des importations pétrolières, et au niveau élevé des exportations américaines. Le dollar, en nette amélioration, fait preuve d'une bonne fermeté sur les marchés des changes.

Le gouvernement Reagan va bénéficier au départ d'un préjugé favorable prudent, notamment de la part du monde des affaires. En effet, des voix, et non des moindres, se sont déjà élevées dans les milieux bancaires, pour le mettre en garde contre toute mesure hâtive, telle que la réduction envisagée des impôts qui risquerait de relancer l'inflation.

## L'arrivée triomphale de Reagan

d'après AFP

Conformément à la tradition, le nouveau président avait descendu triomphalement Pennsylvania Avenue, qui relie le Capitole à la Maison-Blanche.

Debout dans une longue limousine noire à toit ouvrant, le couple présidentiel a salué les dizaines de milliers de personnes qui avaient pris place le long du parcours. Selon les estimations des grandes chaînes de télévision, plus de cent mille personnes assistaient au défilé, malgré les difficultés d'accès ou le prix des places dans les tribunes, sur certains secteurs du parcours. Aux abords de la Maison-Blanche, les places dans les tribunes étaient vendues de 75 à 100 dollars.

Quelques groupes de manifestants s'étaient rassemblés sur les trottoirs de Pennsylvania Avenue, protestant contre l'énergie nucléaire, ou le recensement en vue du service militaire. Quelques féministes manifestaient en faveur de l'amendement pour l'égalité des droits (E.R.A.), dont M. Reagan est un farouche opposant. Une pancarte brandie par un manifestant rappelait avec peu de respect le



Le président et Mme Reagan descendant l'avenue Pennsylvania, dos au Capitole.

teléphoto UPI

passé d'acteur de Ronald Reagan: «Bonzo à Washington», allusion au film «Bedtime for Bon-

zo» dans lequel Ronald Reagan avait un chimpanze pour partenaire.

## Jimmy Carter redevient un simple citoyen

d'après AFP

Jimmy Carter, qui n'est plus que «l'ancien président Carter», a été chaleureusement accueilli hier après-midi par ses concitoyens de Plains, la petite bourgade de Georgie dont il a rendu le nom célèbre depuis quatre ans.

L'ancien président avait quitté Washington par avion aussitôt après la cérémonie d'investiture de Ronald Reagan. Il est arrivé «chez lui» au moment même où son successeur entraînait pour la première fois à la Maison-Blanche.

A sa descente d'avion, sous une petite pluie froide, il est tombé dans les bras de sa vieille mère, Miss Lillian.

Jimmy Carter a donc quitté définitivement la Maison-Blanche, écarté du pouvoir par une Amérique qui lui a reproché avant tout de ne pas avoir calmé son sentiment grandissant d'insécurité.

La présidence de l'ancien gouverneur de Georgie aura d'ailleurs été marquée jusqu'au bout par l'incertitude. A quelques heures d'un départ qu'il avait voulu sans heurts, malgré la blessure qu'il ressent, le président tentait encore d'arracher le retour des 52 Américains détenus en Iran depuis 15 mois.

Curieusement, peut-être parce qu'il n'en dépendait plus politiquement, Jimmy Carter a donné l'impression de mener cette ultime négociation avec sérénité, sans cette hargne à vouloir forcer le destin, qui restera l'un des

signes de son passage à la Maison-Blanche.

«Que restera-t-il de cet étrange épisode dans l'histoire des Etats-Unis qu'aura été la présidence Carter», se demandait récemment l'un de ses plus proches conseillers.

Tout peut être dit sur ces quatre années qui ont vu un «amateur» de la politique, venu du sud des Etats-Unis, tenter d'imposer une ligne dont beaucoup ne voulaient pas.

Jimmy Carter était avant tout un style, dans lequel il n'a pas toujours été facile de séparer la sincérité du jeu politique.

Faut-il retenir le candidat prêt à employer les arguments les plus retors pour venir à bout de son adversaire, ou bien l'homme de foi extrêmement strict, dont l'intégrité morale sort intacte de quatre années difficiles. La presse américaine aura en effet cherché longtemps, de Hamilton Jordan à Billy Carter, sans rien trouver à lui reprocher.

Faut-il retenir l'indécision chronique d'une politique, ou ses succès incontestables? «Les Etats-Unis, faisait remarquer récemment le président battu, attendaient en cette période troublée des réponses simples, mais il n'y en a pas face à des problèmes quasi-insolubles». Les Américains ont préféré les assurances calmes que distillait Ronald Reagan pendant la campagne électorale à cette franchise désarmante.

Le bilan de la présidence offre les mêmes contrastes. La signature du traité sur le canal de

Panama, les accords de Camp David et la normalisation définitive des relations avec la Chine populaire resteront des acquis importants.

Mais les échecs sont également

nombreux. L'incapacité à dominer l'économie et l'impossibilité d'établir des relations de confiance avec les alliés des Etats-Unis restent les plus visibles.



Le petit-fils de Ronald Reagan, Cameron, s'amuse sous la surveillance de son père, Michael, avant le début des cérémonies.

teléphoto UPI



teléphoto UPI

C'est en larmes que la petite Amy Carter est rentrée à Plains, Georgie, hier, en compagnie de ses parents.

# Le Canada s'apprête à lever l'embargo contre l'Iran

**MacGUIGAN LOUE LA PATIENCE DES USA**

■ OTTAWA (PC) — Le ministre canadien des Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, a annoncé hier que le Canada entend lever les sanctions économiques contre l'Iran et rétablir ses relations diplomatiques avec ce pays, à la suite de la libération des otages américains.

M. MacGuigan avait exprimé auparavant son soulagement de voir terminée la longue épreuve imposée aux otages et à leurs familles, et a déclaré que cet heureux dénouement était une victoire pour le droit international et pour l'humanité tout entière.

Il a félicité le gouvernement des États-Unis pour la patience et la sagesse dont il a fait preuve, ainsi que le gouvernement d'Algérie pour son rôle d'intermédiaire ces derniers mois.

Le ministre a indiqué que le gouvernement pourrait procéder par voie de réglementation pour lever les sanctions prises contre l'Iran le 22 mai 1980, ce qui, a-t-il dit, nous permettra d'agir plus rapidement que par voie législative.

En annonçant des mesures de représailles contre l'Iran, l'an dernier, le gouvernement canadien avait indiqué que les sanctions seraient levées à la libération des otages.

M. MacGuigan a d'autre part annoncé que le gouvernement étudierait la question de la reouverture de l'ambassade du Canada à Téhéran, ce qui, a-t-il dit, pourrait prendre quelques mois.

Le Canada, rappelle-t-il, a fermé son ambassade à Téhéran en février 1980, après que l'ambassadeur du Canada, M. Ken Taylor, eût permis l'évacuation de six diplomates américains, qui s'étaient réfugiés à l'ambassade du Canada.

M. MacGuigan déclare également que la levée des sanctions ne constitue d'aucune façon une modification de la position canadienne de stricte neutralité dans le conflit entre l'Iran et l'Irak, ou de l'appui que le Canada accorde à la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU réclamant une médiation entre les deux parties.

Le ministre MacGuigan a indiqué par ailleurs qu'il faudra régler, en vue de la normalisation des relations entre les deux pays, les engagements financiers de l'Iran avec la Société canadienne pour l'expansion des exportations, un montant de moins d'un million de dollars a-t-il précisé.

D'autre part, le premier ministre du Canada, M. Pierre Trudeau, a fait parvenir une lettre au président sortant des États-Unis, M. Jimmy Carter, dans laquelle il écrit que la libération des otages «rend hommage à la patience et à la sagesse» dont M. Carter a fait preuve tout au long «de cette épreuve qu'a subie l'Amérique».

Dans sa lettre, M. Trudeau dit également que «tous les Canadiens partagent ma propre satisfaction à l'idée que le Canada a pu venir en aide aux États-Unis durant cette prise d'otages en offrant asile à six employés de l'ambassade des États-Unis».

M. Trudeau faisait alors allusion au rôle joué par M. Ken Taylor, ex-ambassadeur du Canada à Téhéran, qui a organisé avec succès la fuite clandestine d'Iran de six Américains qui s'étaient réfugiés à l'ambassade du Canada depuis plusieurs semaines.

A New York, où il est maintenant consul général, M. Taylor a exprimé lui aussi sa grande joie de savoir les otages enfin libérés.

Le chef de l'opposition, M. Joe Clark, qui était premier ministre lorsque M. Taylor a réussi à faire fuir les Américains d'Iran, a interrompu un discours qu'il prononçait devant les membres du Rotary Club de Toronto, pour dire son soulagement et sa satisfaction après la libération des otages.

D'après AFP, UPI

■ Le général Alexander Haig, secrétaire d'Etat désigné, a déclaré que le nouveau gouvernement américain était prêt à faire face aux problèmes de l'exécution de l'accord signé par le président Carter pour la libération des otages.

«Beaucoup de problèmes vont encore se poser dont ceux de l'application de l'accord», a-t-il dit dans une interview à la chaîne de télévision «ABC». «Nous sommes prêts à y faire face», a-t-il ajouté, rappelant qu'une équipe «mixte» avait déjà été mise en place au département d'Etat pour résoudre ces problèmes.

Il a précisé qu'un certain nombre des diplomates qui s'étaient occupés de l'affaire dans le groupe de travail «Iran» du président Carter resteraient dans cette équipe. Il s'est cepen-

# L'administration Reagan est prête à appliquer l'accord sur les otages

dant refusé à évoquer le maintien du principal négociateur américain dans cette équipe au département d'Etat, M. Warren Christopher.

Secrétaire d'Etat désigné, la nomination de M. Haig doit encore être confirmée par le Sénat, qui se réunit aujourd'hui en séance plénière avant qu'il puisse prendre ses fonctions.

Entre-temps, les détails de

l'accord avec Téhéran étaient, hier encore, gardés secrets par le département d'Etat, mais on confirmait à Washington que l'Iran recevrait les pièces détachées militaires qu'il avait commandées avant la prise de l'ambassade américaine.

Le porte-parole du département d'Etat, John Trattner, a précisé que ces pièces faisaient partie des «autres avoirs», à

part les avoirs financiers, que le président Carter avait gelés le 14 novembre 1979.

A l'époque, l'Iran attendait la livraison de \$500 millions en pièces détachées militaires, payées d'avance.

M. Trattner a même refusé de confirmer que les avoirs iraniens gelés étaient de l'ordre de \$9 milliards avant que les otages ne quittent le sol iranien.



Premiers goûts de liberté pour les 52, à leur descente d'avion à Alger: ils ont laissé leurs vêtements d'otages dans l'appareil.

# Les Iraniens ignoraient le départ des otages

d'après AFP, UPI et CP

■ Le départ des 52 otages américains a été gardé secret jusqu'à la dernière seconde à Téhéran et ce n'est que l'envol successif des deux Boeing algériens qui a révélé que leur libération était effective.

La télévision iranienne a cependant diffusé trois heures plus tard, un film montrant les otages sortant d'un autocar pour se rendre dans l'avion sous les cris anti-américains des Gardiens de la Révolution et des étudiants islamiques.

Les otages paraissaient fatigués, tendus et désorientés. Ils sont sortis un par un de l'autocar, tenus sous les bras par deux Gardiens de la Révolution en parkas.

Commentant ce film, le ministre iranien Ahmad Azizi, l'un des principaux négociateurs dans la crise, a déclaré que les Américains «étaient choqués et croyaient rêver».

La télévision iranienne a ensuite montré les otages arrivant dans le Boeing, où la place de chacun avait été désignée à l'avance.

Un sondage effectué parmi la population a par ailleurs été diffusé par la télévision iranienne: la majorité des personnes interrogées se sont dites favorables à un procès des otages. «L'Iran

n'est pas un hôtel, a notamment déclaré un Iranien. Pendant 14 mois, on a bien servi ces gens-là.»

Selon le diplomate suisse Flavio Meroni, les otages étaient détenus par petits groupes ayant très peu de contacts entre eux, à Téhéran même, et ce n'est que lundi matin qu'ils ont appris que les négociations étaient en bonne voie.

Mais ils ne savaient pas quand ils pourraient être libérés.

Une fois les avions partis hors de l'espace aérien iranien, leur libération a été officiellement annoncée à la télévision par le négociateur principal Behzad Nabavi.

De bruyants cortèges d'autocars, de camions militaires et de véhicules blindés chargés de Gardiens de la Révolution fortement armés ont ensuite quitté l'aéroport, salué par un concert d'avertisseurs de taxis et des voitures des Comités Khomeiny. Mais la foule iranienne n'était pas à l'aéroport de Mehrabad.

Selon Nabavi, les États-Unis ayant satisfait les quatre conditions fixées par le Parlement iranien, «cette affaire est terminée» mais le porte-parole iranien a répété que le règlement était une victoire du peuple iranien sur la toute-puissance de l'Amérique.

Il a par ailleurs indiqué que l'Iran n'avait pas l'intention de renouer des relations économiques ou diplomatiques avec les États-Unis et que l'ambassade des États-Unis à Téhéran resterait aux mains du gouvernement iranien.

«Vive l'Islam» et «Mort à Reagan» sont les nouveaux slogans peints sur la porte d'entrée de l'ambassade, située avenue Taleghani.

# Chronologie d'une crise mondiale sans précédent



**L'ex-chah d'Iran**

■ WASHINGTON (Reuter) — Voici la chronologie de l'affaire des otages américains d'Iran:

Dimanche 4 novembre 1979: des partisans de l'ayatollah Khomeiny envahissent l'ambassade des États-Unis à Téhéran. Ils déclarent qu'ils garderont en otages le personnel américain jusqu'à ce que l'ex-chah soit hospitalisé à New York soit rapatrié en Iran.

12 novembre: le président Carter suspend les importations de pétrole iranien pour prévenir tout chantage. L'Iran riposte en stoppant toute vente de pétrole aux États-Unis.

14 novembre: Washington gèle les avoirs iraniens dans les banques américaines.

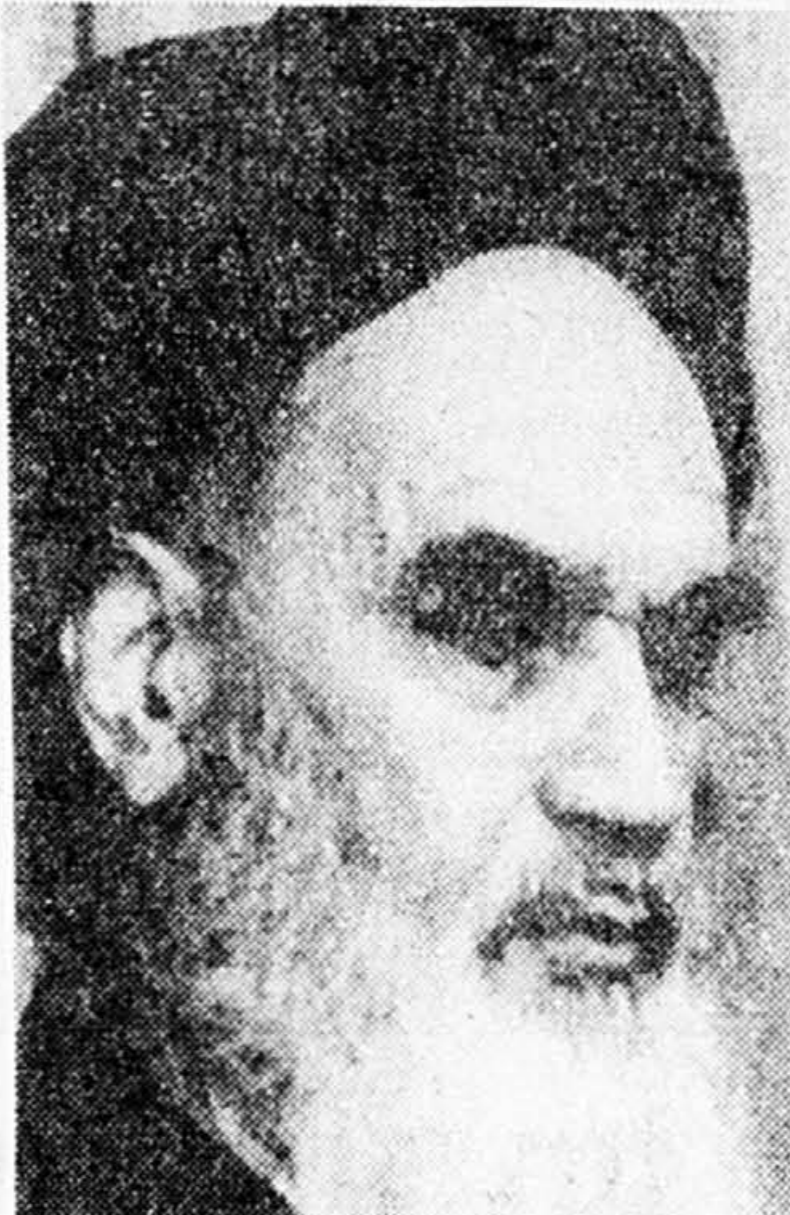
18 novembre: Khomeiny ordonne la libération des Noirs et des femmes se trouvant parmi les otages.

21 novembre: Envoi d'un porte-avions américain dans l'océan Indien.

1er décembre: les militants de l'ambassade prétendent avoir découvert trois agents de la CIA parmi les otages et annoncent qu'ils seront jugés comme espions ainsi que trois autres Américains détenus au ministère des Affaires étrangères à Téhéran.

8 décembre: Ghotbzadeh propose l'enquête d'une commission indépendante sur le régime de l'empereur déposé.

12 décembre: les États-Unis ordonnent à l'Iran de réduire sa représentation diplomatique sur leur territoire.



**L'Imam Khomeiny**

15 décembre: le chah quitte les États-Unis pour le Panama.

31 décembre: le Conseil de sécurité de l'ONU approuve l'imposition de sanctions contre l'Iran si les otages ne sont pas libérés avant le 7 janvier.

3 janvier 1980: M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, arrive à Téhéran et s'engage à examiner les faits prouvant que le régime du chah s'est rendu coupable de violations des droits de l'homme.

13 janvier: l'URSS met son veto à des sanctions des Nations unies contre l'Iran mais les Américains annoncent qu'ils les imposeront avec l'aide de leurs alliés.

11 janvier: l'Iran expulse les journalistes américains.

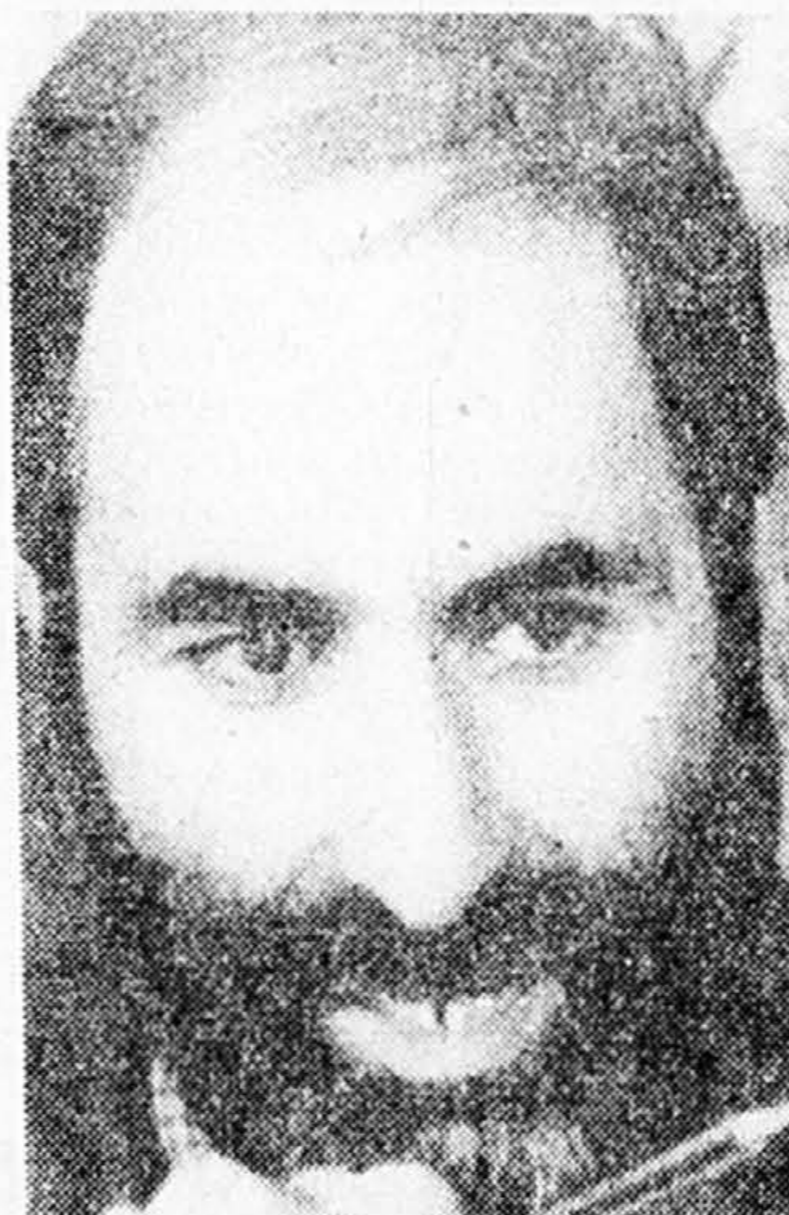
23 janvier: Carter dit qu'il résistera au besoin par la force aux tentatives de l'Union soviétique de s'assurer le contrôle du Golfe — il met en garde l'Iran contre tout sévère contre les otages.

27 janvier: Bani-Sadr élu président de la République d'Iran.

29 janvier: six membres du personnel de l'ambassade qui avaient pu s'échapper au moment de la prise d'otages réussissent à quitter l'Iran avec des diplomates canadiens.

2 février: le Conseil de la révolution accepte le principe d'une commission d'enquête sur le régime du chah.

23 février: arrivée à Téhéran d'une commission d'enquête de l'ONU mais Khomeiny déclare que les otages ne seront pas libérés.



**Behzad Nabavi**

rés avant la réunion du nouveau Parlement en avril.

7 mars: Téhéran annonce que l'ambassade et les otages vont passer le lendemain sous le contrôle de Ghotbzadeh.

11 mars: Khomeiny proclame son soutien aux «étudiants» militants. Départ de la commission de l'ONU.

23 mars: Le chah quitte le Panama pour l'Égypte pour s'y faire soigner du cancer dont il est atteint. Les États-Unis craignent que son départ ne retarde la libération des otages.

7 avril: les États-Unis rompent leurs relations diplomatiques avec l'Iran et mettent l'embargo sur les exportations vers ce pays.

17 avril: Carter annonce de nouvelles sanctions économiques et déclare qu'à défaut de prompt libération des otages un blocus ou une autre action de force sont la seule solution valable.

24 avril: Opération militaire américaine en Iran mais elle avorte à la suite de pannes d'hélicoptères, explique Carter qui «assume l'entière responsabilité» de l'expédition.

26 avril: Le secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance démissionne pour protester contre la malheureuse expédition en Iran. Les otages américains sont transférés hors de la capitale, annonce Téhéran.

29 avril: Le sénateur Edmund Muskie nommé en remplacement de Vance.

30 avril: Carter annonce qu'il va reprendre sa campagne élec-



**Warren Christopher**

torale en vue des présidentielles du 4 novembre.

24 mai: La Cour internationale de justice de La Haye ordonne à l'Iran de libérer les otages.

11 juillet: Un des otages, le vice-consul Richard Queen, est libéré pour raisons de santé sur l'ordre de Khomeiny. Il reste 52 otages captifs.

27 juillet: Mort du chah en Égypte.

15 septembre: Début du débat du Majlis sur les otages.

22 septembre: Des escarmouches depuis une semaine entre l'Irak et l'Iran dégénèrent en une véritable guerre. Carter promet la neutralité des États-Unis.

23 septembre: En raison du conflit, le Parlement iranien interromp sine die son débat sur les otages.

18 octobre: Le premier ministre Radjai condamne les États-Unis à un débat de l'ONU sur la guerre irano-irakienne et exclut des conversations au sujet des otages.

26 octobre: Le Majlis reprend le débat sur les otages.

3 novembre: Téhéran désigne l'Algérie comme intermédiaire dans l'affaire des otages.

4 novembre: Les Américains votent le jour anniversaire de la prise d'otages à Téhéran. Le républicain Ronald Reagan est élu président.

10 novembre: Le secrétaire d'Etat adjoint américain Warren Christopher apporte à Alger la réponse de Washington à ce



**Sadegh Ghotbzadeh**

conditions de l'Iran pour la libération des otages.

20 novembre: L'Iran cherche des éclaircissements, notamment sur la restitution de la fortune du chah.

1er décembre: Radjai annonce que les étudiants ont remis au gouvernement le contrôle des otages américains.

2 décembre: Christopher apporte un nouveau message de Washington à Alger.

16 décembre — Selon Radjai, la crise en est presque «à son étape finale», et les États-Unis pourront récupérer les otages dès qu'ils auront donné des garanties financières.

19 décembre — Les émissaires algériens transmettent à Washington les «conditions finales» posées par les Iraniens, notamment de verser des banques algériennes. Les États-Unis déclarent que ces dernières propositions «posent des problèmes substantiels», et qu'un dénouement de l'affaire est peu probable avant Noël.

21 décembre — Les États-Unis refusent la demande de dépôt.

22 décembre — Les Américains expriment des inquiétudes quant à la santé des otages, dont certains, pensent-ils, sont en prison. L'Iran menace de juger les captifs.

25 décembre — Second Noël en captivité. L'Iran transmet des films sur les otages tournés à cette occasion.

28 décembre — Les envoyés algériens arrivent à Washington afin de discuter des dernières



**Mehdi Bazargan**

exigences iraniennes concernant le dépôt de garanties.

30 décembre — Contre-propositions américaines aux intermédiaires algériens.

2 janvier — Les Algériens remettent ces contre-propositions aux responsables iraniens.

4 janvier — Les Iraniens transfèrent les trois otages qui étaient détenus au ministère des Affaires étrangères.

7 janvier — Christopher se rend à Alger pour répondre aux questions iraniennes sur les contre-propositions américaines.

14 janvier — Christopher demeure à Alger afin de suivre l'évolution des votes sur l'affaire des otages au Majlis, et répondre aux nouvelles questions. Les Américains expriment l'espoir d'un règlement de la question dans les cinq derniers jours d'existence du gouvernement Carter.

18 janvier — L'Iran annonce qu'un accord a été réalisé. Le département d'Etat à Washington et les intermédiaires algériens déclarent cependant ne pouvoir confirmer le fait.

19 janvier — Signature de l'accord, rendu public à Alger, par lequel les États-Unis s'engagent à débloquer les avoirs iraniens en Occident. Mais un nouveau différend, portant sur les conditions de transfert de ces avoirs, en retarde la mise en oeuvre.

20 janvier — Le différend est réglé. Libération des otages. Ronald Reagan entre à la Maison-Blanche.

d'après AFP, Reuter, UPI, PA

Le syndicat indépendant Solidarité a accepté hier à Gdansk de négocier dans les plus brefs délais avec le gouvernement la question des samedis libres.

Dans une résolution adoptée au cours d'une réunion de la Commission nationale de coordination, le syndicat de M. Lech Walesa a d'autre part invité ses adhérents, dans l'attente d'un accord avec le gouvernement, à ne pas travailler le samedi, et en particulier à considérer le 24 janvier comme un jour chômé.

La même résolution demande en outre l'ouverture dans un délai de quinze jours de négociations avec le gouvernement à propos de la réalisation «hautement insatisfaisante» des accords de Gdansk. Szczecin et Jastrzebie.

# «Solidarité» prêt à des négociations immédiates sur les «samedis libres»

Dans une déclaration complémentaire, la Commission nationale souligne que la question des samedis libres n'est nullement la plus importante parmi celles qui restent en suspens, mais que le gouvernement, notamment par une «campagne de désinformation», a créé une situation de «confrontation» qui doit être rapidement surmontée.

De son côté, M. Walesa a invité les membres de son syndicat à

ne pas faire la grève pour assurer que les samedis soient chômés, mais il a déclaré qu'il tiendrait le gouvernement responsable de toute nouvelle confrontation sur cette question.

Rendant compte à la Commission consultative nationale des quatre heures de «dures négociations» qu'il a eues la veille au soir à Varsovie avec M. Jozef Pinkowski, président du conseil, le leader du syndicat libre a préconisé la prudence.

Toutefois, le syndicat local Solidarité de Gdansk a confirmé hier son intention de déclencher demain une grève d'avertissement de quatre heures.

Dans une déclaration, le MKZ accuse le gouvernement de ne pas respecter les accords de Gdansk, Szczecin et Jastrzebie, notamment en ce qui concerne les samedis libres et l'accès de Solidarité aux mass media. Il demande l'ouverture de pour-

parlers «publics» avec le gouvernement — en présence de la presse, de la radio et de la télévision, sans censure — pour trouver une solution aux problèmes en suspens.

La grève aura lieu de 8 heures à 12 heures dans toute la région de Gdansk et le syndicat exige que ces quatre heures de grève soient payées aux grévistes.

De son côté, le président de la Diète polonaise, M. Stanislaw Gucwa, a lancé hier, dans une

interview à l'agence Tass, une virulente attaque contre «certains dirigeants» du syndicat Solidarité, les accusant de vouloir «provoquer l'érosion des fondements du système existant».

M. Gucwa affirme également que «de nombreux dirigeants de Solidarité sont sous l'influence de l'organisation «anti-socialiste» KOR (comité d'autodéfense sociale)»: «Tant que le KOR se servira du nouveau syndicat en tant que courroie de transmission pour ses idées, ajoute-t-il, il est difficile de s'attendre à une amélioration de la situation.»

M. Gucwa, qui est en même temps président du Parti unifié paysan, s'oppose enfin à l'enregistrement du syndicat «Solidarité rurale» qui vise, selon lui, à diviser le mouvement paysan polonais.

## L'état de Bernadette Devlin s'améliore

d'après UPI, PA

La militante irlandaise Bernadette Devlin, qui a été grièvement blessée dans un attentat à son domicile il y a cinq jours, a repris connaissance hier, ont rapporté les membres de sa famille.

Incapable de parler, elle a écrit une note dans laquelle elle demandait des nouvelles de ses enfants et sur l'état de son mari, Michael McAliskey, 35 ans, qui a été blessé lui aussi dans l'attentat et dont l'état est encore considéré comme grave. Les deux victimes ont été atteintes de plusieurs balles chacune.

Bernadette Devlin, ancien député d'Irlande du Nord, se trouve toujours dans un état grave au Royal Victoria Hospital de Belfast, où elle demeure aux soins intensifs, bien que son état se soit stabilisé, tandis que son mari est soigné à l'hôpital militaire de Musgrave Park, également à Belfast.

Quelques minutes après l'attentat, vendredi matin, des soldats en patrouille à proximité du domicile des McAliskey avaient arrêté trois hommes. Ils ont été soumis à un interrogatoire et ils comparaitront en justice aujourd'hui à Dunganon, dans le cen-

tre de l'Ulster, pour y être inculpés de tentative de meurtre contre Bernadette Devlin et son mari.

Les trois suspects, dont l'identité n'a pas été révélée, sont soupçonnés d'appartenir à une organisation paramilitaire loyaliste (protestante).

D'autre part, dans la lutte qui continue de l'opposer l'Armée républicaine irlandaise aux forces britanniques, on signalait hier de nouveaux attentats. Un soldat britannique a été tué et un autre blessé par balles hier soir à Londonderry, dans le nord de l'Ulster.

Les soldats, membres du Staffordshire Regiment, se trouvaient à proximité du quartier républicain (catholique) du Bogside lorsque des hommes ont fait feu sur leur patrouille.

En 1969, le Bogside avait été le théâtre d'affrontements entre catholiques, d'un côté, et protestant et policiers de l'autre, au cours desquels Bernadette Devlin avait joué un grand rôle.

La jeune femme grièvement blessée vendredi dernier avait été condamnée à six mois d'emprisonnement, alors qu'elle était déjà députée, pour «incitation à l'émeute» lors de la «Bataille du Bogside».

## Pretoria décapite la presse noire

D'après AFP, AP

Un coup terrible a été porté hier à la presse noire sud-africaine avec la décision du groupe anglophone Argus de cesser définitivement la publication du quotidien Post et de son supplément dominical, le Sunday Post, à la suite de manœuvres d'intimidation gouvernementales, estiment les observateurs.

Le Post, dont le tirage moyen avait été de 112.000 exemplaires par jour au cours des six premiers mois de 1980, le Saturday Post, le Sunday Post et le Sowetan avaient été interdits de publication à titre provisoire le 24 décembre dernier.

Le ministère sud-africain de l'Intérieur avait estimé que ces quatre titres n'avaient pas été régulièrement publiés au cours des 30 derniers jours, du fait de la grève des employés de presse noirs et qu'ils devaient demander une nouvelle autorisation de publication.

La direction du groupe avait contesté cette décision mais la Cour suprême du Witwatersrand (grand Johannesburg) avait entériné la mesure gouvernementale. Le groupe Argus avait alors entamé une procédure visant à obtenir de nouvelles autorisations de publication pour le Post, le Sunday Post et le Sowetan, décidant d'aban-

donner le Saturday Post.

Hier matin, le gouvernement sud-africain a publié un communiqué dans lequel il souligne que les autorisations de publication demandées ont été accordées, mais qu'il a menacé de les suspendre à nouveau.

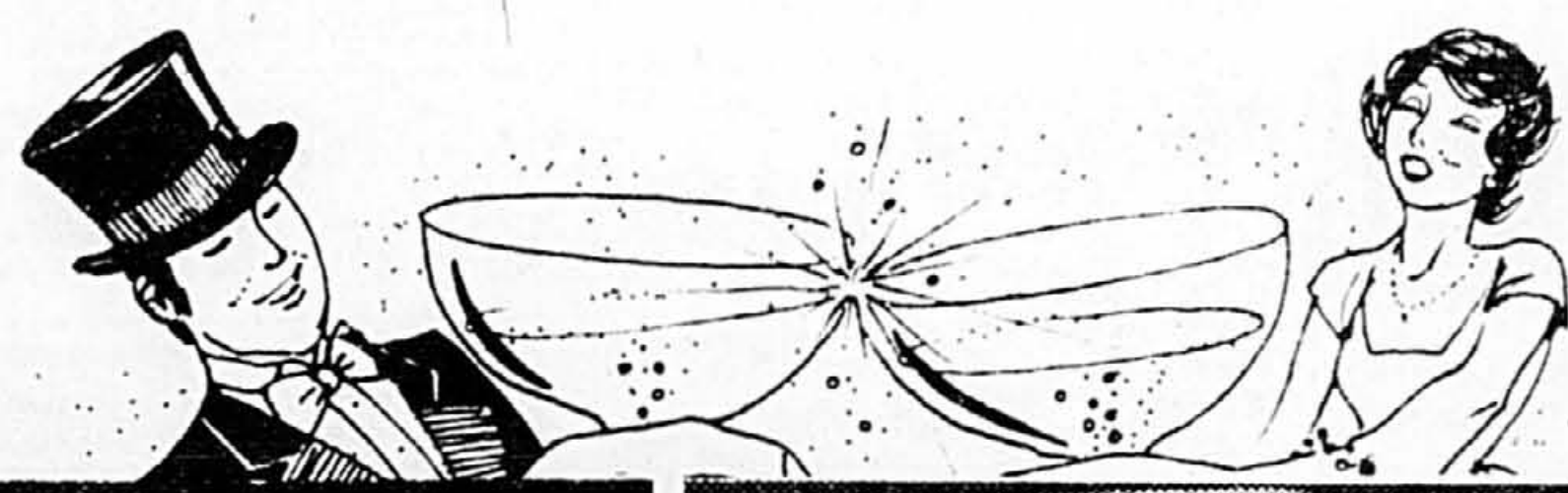
La chaîne Argus a donc décidé d'abandonner définitivement la publication du Post et du Sunday Post, ne conservant que le seul Sowetan, au tirage quasi confidentiel.

Cette nouvelle a provoqué la stupeur générale et les témoignages d'incrédulité et de protestation n'ont cessé d'affluer de toutes parts. Le président du syndicat des journalistes blancs, M. John Allen, a ainsi estimé qu'il s'agissait d'une «invitation à la confrontation et au désastre.»

Le président d'Argus, Hal Miller, a expliqué que sa compagnie trouvait complètement inutile de reprendre la publication des journaux Post et Sunday Post si ceux-ci devaient être frappés d'interdit dès la reprise de la publication.

Les ministres de l'Intérieur, Chris Heunis, et de la Justice, Kobie Coetzee, ont clairement fait savoir à Argus que toutes les mesures seraient prises pour empêcher la sortie dans les kiosques des deux journaux.

# Beaumarck ...a 1 an!

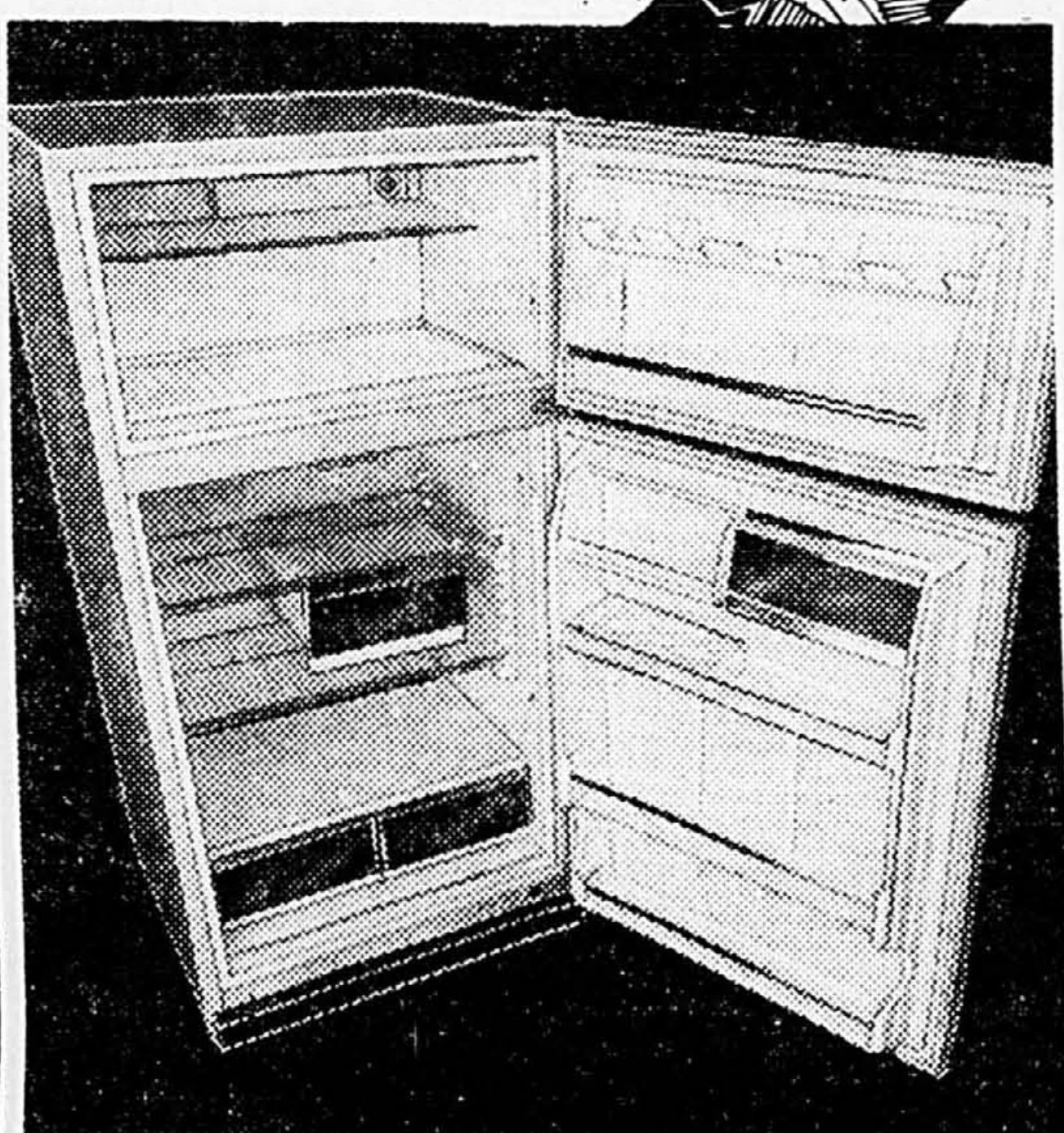


La Baie, ord. 439.95 **389<sup>00</sup>** ch.

Cuisinière Beaumarck 30" avec four à nettoyage facile. Horloge ordinaire, cuisson et arrêt automatiques. Préchauffage automatique du four. Grilloir variable. Commandes de réglage continu. Deux éléments de 6 po. et deux de 8 po. Tiroir de rangement pleine longueur. Blanc, amande ou jaune moisson. Couleur 10.00 en sus. Environ 46" sur 30" sur 26". Modèle 13050.

(Hors photo) Cuisinière Beaumarck 30" avec four autonettoyant. Mêmes caractéristiques que le modèle décrit ci-haut. Couleur 10.00 en sus. Modèle 13750.

La Baie, ord. 619.95 **559<sup>00</sup>** ch.



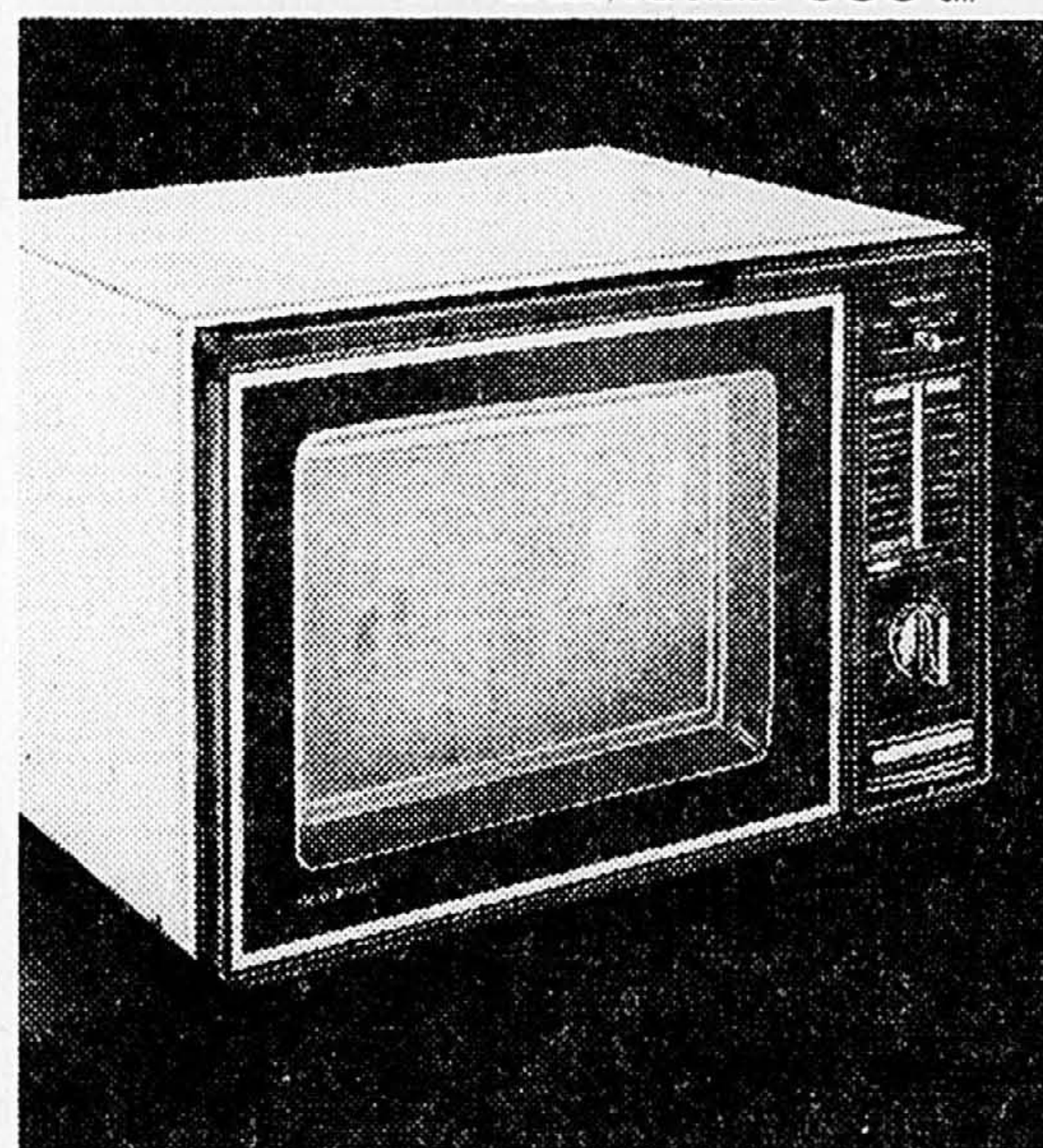
La Baie, ord. 679.95 **619<sup>00</sup>** ch.

Réfrigérateur Beaumarck 15 pi. cu. sans givre. Isolant mousse, capacité du congélateur de 141 lb, plateau à cubes de glace. Deux tablettes réglables et une fixe. Légumiers jumelés. Casier à beurre et à oeufs. Roulettes à l'arrière. Blanc, amande ou moisson. Modèle 35950. 10.00 en sus pour la couleur ou charnière à gauche.



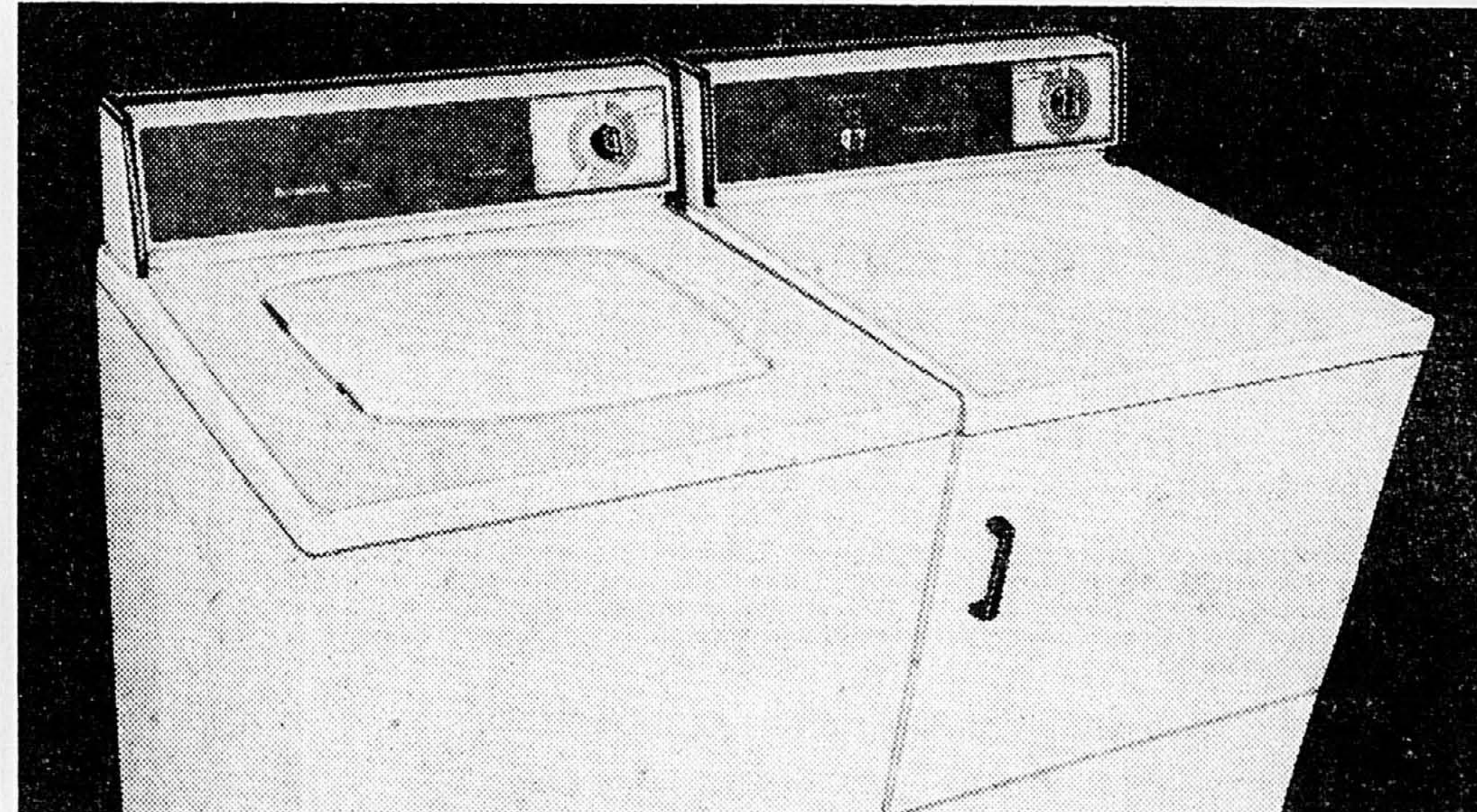
La Baie, ord. 739.95 **669<sup>00</sup>** ch.

Réfrigérateur Beaumarck 17.2 pi. cu. sans givre. Isolant mousse, capacité du congélateur de 166.2 lb, plateau à cubes de glace. Deux tablettes fixes, deux réglables. Légumiers jumelés. Garde-beurre réglable, bac à oeufs. Garnitures de luxe. Quatre roulettes. Blanc, amande, jaune moisson, avocat ou café. Modèle 37950. 10.00 en sus pour la couleur ou charnière à gauche.



La Baie, ord. 499.95 **479<sup>00</sup>** ch.

Four à micro-ondes Beaumarck. Intérieur en acier inoxydable. Arrêt automatique lorsque la porte du four est ouverte. Minuterie de 25 minutes, contrôle de puissance variable. Porte hublot, capacité 1.2 pi. cu. Recouvrement amande. Livre bilingue. 15" sur 23 1/2" sur 17 1/2". Modèle 02050.



La Baie, ord. 449.95 **409<sup>00</sup>** ch.

Machine à laver automatique Beaumarck. Modèle à 2 vitesses, 3 cycles et 2 combinaisons de températures programmées. Niveau d'eau programmé, filtre à charpie autonettoyant. Agitateur à ailettes droites. Blanc seulement. 43 1/2" sur 27" sur 25". Modèle 53000.

La Baie, ord. 299.95 **259<sup>00</sup>** ch.

Secheuse minutée Beaumarck. Modèle à 2 cycles et 2 températures. Filtre à charpie monté devant. Ventilation 4 façons. Blanc seulement. Modèle 62010.



La Baie, ord. 409.95 **389<sup>00</sup>** ch.

Lave-vaisselle à encastrer Beaumarck. 3 cycles: normal, normal econo, rinçage/attente. Grands paniers. Contrôle automatique de l'eau. Porte à fermeture de sécurité. Pieds stabilisateurs. Témoin lumineux. 3 niveaux de lavage, 2 distributeurs de détergent, broyeur d'aliments mous. Blanc, amande ou jaune moisson. Couleur 10.00 en sus. Modèle 41030.

(Hors photo) Lave-vaisselle transformable Beaumarck. Mêmes caractéristiques que celui décrit ci-haut, plus raccord avec décompresseur et pieds antibasculement escamotables. Dessus en érable. Couleur 10.00 en sus. Modèle 40030.

La Baie, ord. 439.95 **419<sup>00</sup>** ch.

### Les meilleurs prix en ville

CENTRE-VILLE 281-4422	BOULEVARD 728-4571	DORVAL 631-6741	ROCKLAND 739-5521	CENTRE LAVAL 688-8970	PLACE VERSAILLES 354-8470	PLACE VERTU 332-4550	ST-BRUNO 653-4455	CHICOUTIMI 545-3160
CENTRE-VILLE: du lundi au mercredi, de 10h à 18h les jeudis et vendredis, de 10h à 21h le samedi, de 9h à 17h			SUCCURSALES: du lundi au mercredi, de 9h30 à 18h les jeudis et vendredis, de 9h30 à 21h le samedi, de 9h à 17h			CHICOUTIMI: du lundi au mercredi, de 9h30 à 17h30 les jeudis et vendredis, de 9h30 à 21h le samedi, de 9h à 17h		



Téléphoner à 842-6261 (région de Montréal). Rayon 627, au quatrième, centre-ville et dans toutes les succursales.

La Baie accepte les cartes la Baie, ChargeX, Visa, Master Card et American Express

# J.M. SAUCIER

ELECTRONIQUE LTÉE

**JANVIER LE MOIS DE LIQUIDATION**

**Foire d'économies instantanées**  
1/2 million de dollars à liquider

J.M. SAUCIER VOUS PRÉSENTE SON COIN DES AUBAINES — PROFITEZ DE CETTE OFFRE POUR ÉCHANGER VOTRE ANCIEN APPAREIL POUR UN NEUF. NOUS DONNONS DE UN AN À 5 ANS DE GARANTIE.

DEMANDEZ: M. Yves • TECHNICS • RCA • PANASONIC • PIONEER • KENWOOD • CERWIN-VEGA

**ENSEMBLE DU MOIS**  
ENSEMBLE STÉRÉOPHONIQUE DE HAUTE QUALITÉ COMPRENANT:

- Récepteur stéréo Citizen, modèle US 6330 de 50 watts RMS total avec distorsion harmonique de 0,33%
- Table tournante Sansui, modèle P-58 semi-automatique avec cartouche magnétique AT-13 incluse
- 2 haut-parleurs AKAI, modèle CW-2100 de 100 watts RMS total

**SAUCIER DE BON PRIX \$477,95**

**TABLE TOURNANTE**  
Complètement automatique avec cartouche magnétique  
Modèle G10  
27 en inventaire **\$49,50**

**HAUT-PARLEURS**  
pour étagères  
70 WATTS RMS  
la paire **\$87,50**

**MAGNÉTOPHONE À CASSETTE AVEC DOLBY**  
TECHNICS, PIONEER, AKAI, SANYO, FISHER, TOSHIBA, PANASONIC, ETC.  
à partir de **\$147,50**

**T.V. COULEUR 14"**  
3 ANS DE GARANTIE  
32" inventaire **\$347,50**

**CONVERTISSEUR SANS FIL** **\$129,95**

**CASSETTE 60 MINUTES TOK** à partir de **\$29**

**CERWIN-VEGA**  
GRAND SPÉCIAL SUR PLACE SEULEMENT

**VIDÉO CASSETTE 6 HEURES VHS**  
Pris de détail à l'unité vendue à LA BOUTIQUE À SEULEMENT **\$189,95**

ET PLUSIEURS AUTRES GRANDS SPÉCIAUX EN MAGASIN — 1/2 MILLION DE \$\$\$ À LIQUIDER

**Panasonic** MAGNÉTOSCOPE VHS **\$1,250**

**ÉCRAN DE 62"**  
Projecteur couleur avec écran de 62" et téléviseur Quasar de Panasonic incorporé.  
SAUCIER DE BON PRIX **\$1,250**

**MAGNÉTOSCOPE VHS AVEC CASSETTE DE 6 HEURES**  
Modèle VET-650  
PRIX TROP BAS POUR ÊTRE ANNONCÉ

**CAMERA COULEUR**  
Automatique, modèle PK-700K ou PK-800K  
SAUCIER DE BON PRIX SUR PLACE SEULEMENT

**TELECOULEUR** A UN SAUCIER DE BON PRIX SUR PLACE SEULEMENT

**RCA** 14" - 20" - 26" **TELE COULEUR**

**Panasonic** à l'avant-garde du temps. 14" - 20" - 26" **TELE COULEUR**

**SHARP** 10" - 14" - 20" **TELE COULEUR**

PROFITEZ DES AVANTAGES QUE J.M. SAUCIER ELECTRONIQUE LTÉE VOUS OFFRE

**PIONEER** Ensemble stéréo comprenant: Récepteur stéréo Pioneer AM/FM avec cassette deck, modèle SR-253. Table tournante Akai, modèle APN-78 semi-automatique avec cartouche magnétique AT-13. 2 haut-parleurs à 2 voies, modèle CL-35. **SAUCIER DE \$399,95 BON PRIX**

**KENWOOD** Ensemble stéréo comprenant: Récepteur stéréo Kenwood, modèle KR-4110 de 70 watts RMS total. Table tournante Kenwood, modèle KP-1550 semi-automatique avec cartouche magnétique. 2 haut-parleurs Akai, modèle CW-100 de 100 watts RMS total. **SAUCIER DE \$597,50 BON PRIX**

**AKAI** Ensemble stéréo comprenant: Récepteur stéréo Akai, modèle AAR-40 de 110 watts RMS total. Table tournante Sansui, modèle P-50 avec cartouche magnétique. 2 haut-parleurs de 100 watts RMS total, modèle S-55. **SAUCIER DE \$799,95 BON PRIX**

**Sansui** Ensemble stéréo comprenant: Récepteur stéréo Sansui, modèle S-4100 de 100 watts RMS total. Table tournante Sansui, modèle P-50 semi-automatique avec cartouche magnétique AT-13 incluse. 2 haut-parleurs à 3 voies de 200 watts RMS total. **SAUCIER DE \$799,95 BON PRIX**

LES PHOTOS ET DESSINS DE CETTE ANNONCE PEUVENT LÉGÈREMENT DIFFÉRER DES MODÈLES EN VENTE

**HEURE D'OUVERTURE:** Lundi au mercredi: 9h30 à 17h. Jeudi et vendredi: 9h30 à 21h. Samedi: 10h à 17h.

**10090, boul. ST-LAURENT** (Entre Fleury et Sauvé) **389-3541 • 389-3542**  
Métro Savé

d'après AFP

Le gouvernement britannique a décidé de renouer avec l'URSS les rapports officiels, sur le plan économique et commercial, qu'il avait interrompus à la suite de l'intervention soviétique en Afghanistan en novembre 1979, apprend-on au ministère du Commerce.

Le contact sera rétabli la semaine prochaine à Moscou où, précise-t-on, se rendra le sous-secrétaire d'Etat britannique au Commerce, M. Dick Gavin, pour faire le point de la coopération industrielle et commerciale anglo-soviétique dans le cadre de l'accord de 1975 qui avait institué cette coopération.

Ces trois jours de discussions, du 26 au 28 janvier, auront lieu à l'initiative du ministère du Commerce britannique qui a également proposé à l'URSS qu'une commission mixte commerciale et économique anglo-soviétique se réunisse à Londres à l'échelon ministériel en mai. La réponse soviétique est attendue.

Fondée en 1971 pour promouvoir le commerce entre les deux pays, la commission doit siéger annuellement mais à cause de l'affaire d'Afghanistan, les Britanniques avaient fait annuler la réunion de 1980.

Un porte-parole du ministère a reconnu qu'il s'agit d'un «dégel limité». Il a expliqué en faisant remarquer d'une part

## Londres décide de renouer avec Moscou

de-Bretagne a exclu dès le départ toute sanction commerciale de sa politique d'opposition à l'intervention soviétique en Afghanistan.

L'an dernier, les exportations britanniques vers l'URSS ont encore augmenté en valeur de 8 p.c. à près de 453 millions de livres, selon les statistiques officielles britanniques. Dans l'autre sens, les importations de produits so-

viétiques ont diminué de 5 pour cent, à 828,9 millions de livres, à cause en partie du ralentissement de l'économie britannique. La balance est cependant demeurée très favorable à l'URSS.

viétiques ont diminué de 5 pour cent, à 828,9 millions de livres, à cause en partie du ralentissement de l'économie britannique. La balance est cependant demeurée très favorable à l'URSS.

**COURS AUX ADULTES**  
**SESSION HIVER 81**  
**COLLÈGE MONTMORENCY**

**DERNIÈRE CHANCE DE S'INSCRIRE:**  
21 et 22 janvier de 18h à 21h  
23 janvier de 9h à 17h

**Nous offrons la gratuité dans les domaines suivants:**  
**Formation générale et professionnelle:**  
Biologie — Techniques culinaires — Mathématiques — Techniques du bâtiment et des travaux publics — Physique — Electrotechnique — Géographie — Psychologie — Histoire de l'art — Expression picturale — Economique — Le crédit à la consommation — Politique — Droit — Publicité — Comptabilité — Gestion — Placement — Promotion — Le ressourcement et la dotation — Commerce de détail — Recherche commerciale — Contrôle interne et vérification — Bénéfices sociaux — Dactylo — Procédés de secrétariat.

**Gestion de PME**  
Comment se lancer en affaires — Principes généraux de marketing — Tenue de livres et introduction à la comptabilité — La loi et les affaires — La gestion des ressources humaines.

Nous offrons également des cours moyennant des frais de scolarité dans les domaines suivants: philosophie — français — sociologie — histoire des sciences — anglais — espagnol — italien — allemand.

Les études collégiales vous intéressent? Consultez-nous.

**Collège Montmorency**  
Service de l'éducation aux adultes  
475, boul. de l'Avenir  
Laval, Qué.  
H7N 5H9  
Tél.: 667-5100, poste 128 ou 228 (entre 9h et 17h, 667-5101 entre 18h et 21h).

**la Baie**

# 40% de rabais!

## Des aubaines qui ont du chic!

Des prix de grande allure qui vous donnent le goût de finir l'hiver bien en beauté. Venez faire votre tour à la boutique Contempo et complétez votre garde-robe sans souci d'économie.

**Sélection de vêtements d'extérieur**  
La Baie, ord. 175.00 à 325.00  
**104<sup>99</sup> à 194<sup>99</sup> ch.**

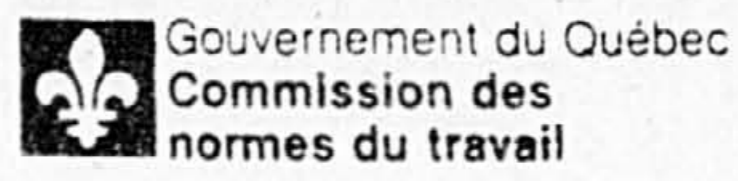
**Sélection de complets, blazers ou vestes sport**  
La Baie, ord. 150.00 à 260.00  
**89<sup>99</sup> à 155<sup>99</sup> ch.**

**Sélection de chandails**  
La Baie, ord. 35.00 à 82.50  
**20<sup>99</sup> à 44<sup>99</sup> ch.**

Achats en magasin seulement. Boutique Contempo, rayon 380, rez-de-chaussée, centre-ville et Versailles seulement.

La Baie accepte les cartes la Baie, Chargex /Visa, Master Card et American Express.

**Contempo**



### AVIS AUX EMPLOYEURS ASSUJETTIS AU RÈGLEMENT DE PRÉLÈVEMENT DE LA COMMISSION DES NORMES DU TRAVAIL DU QUÉBEC

La Commission des normes du travail (organisme qui a succédé à la Commission du salaire minimum) désire rappeler à tous les employeurs qui ont des salariés travaillant au Québec qu'ils sont assujettis au règlement de prélevement n° 1, 1979, sauf les catégories d'employeurs bénéficiant d'une exemption de prélevement en vertu de l'article 30 de la loi sur les normes du travail ou exclus de l'application de cette loi.

#### MODALITÉS D'APPLICATION DU RÈGLEMENT

- SALAIRES SUJETS AU PRÉLÈVEMENT**  
Sont sujets au prélevement tous les salaires payés ou avantages fournis aux salariés jusqu'à un maximum annuel de 21 500\$ (établi selon l'article 42 de la loi des accidents du travail du Québec).
- TAUX**  
Ce règlement prévoit que la Commission doit prélever, des employeurs assujettis, une somme égale à un huitième d'un pour cent (1/8 de 1%) des salaires payés à leurs employés à chaque année.
- DATE LIMITE DU VERSEMENT**  
Le prélevement doit être versé à la Commission au plus tard le 10 mars suivant l'année pour laquelle il est dû.
- NOTE:** L'article 140 de la loi stipule que tout employeur qui refuse de produire son rapport ou fait une fausse déclaration est passible d'une amende de 200\$ à 500\$ et ceci dès la première offense.
- RENSEIGNEMENTS**  
On peut obtenir des informations supplémentaires et le formulaire spécial en communiquant avec le Service du Prélèvement à Québec (418) 643-4912 ou l'un des bureaux régionaux suivants:

- PÉNALITÉ ET INTÉRÊTS**  
Tout employeur qui remet son rapport d'accompagnement après cette date doit ajouter 5% à son montant de prélevement. De plus, s'il retarde à verser son prélevement, sa redevance porte intérêt au taux d'un pour cent (1%) par mois à compter de l'échéance.
- FORMULAIRE À REMPLIR**  
L'employeur est tenu, en vertu du règlement, de remplir un formulaire spécial que lui fera parvenir la Commission des normes du travail d'ici le 1er février.
- Advenant qu'un employeur ne le reçoive pas ou qu'il égare celui qu'il a reçu, son obligation demeure et il doit se procurer une copie du formulaire spécial.

- |           |                |                |                |
|-----------|----------------|----------------|----------------|
| ALMA      | (418) 662-3975 | MONTRÉAL       | (514) 873-7249 |
| HAUTERIVE | (418) 589-9931 | QUÉBEC         | (418) 643-4940 |
| HULL      | (819) 771-6259 | ROUYN-NORANDA  | (819) 762-0867 |
| JONQUIÈRE | (418) 547-6689 | SHERBROOKE     | (819) 565-0441 |
| LÉVIS     | (418) 833-6194 | TROIS-RIVIÈRES | (819) 374-4661 |
| MATANE    | (418) 562-2010 |                |                |

d'après AP, AFP, Reuter, UPI

■ Trois représentants américains ont prédit que l'un des premiers gestes du président Reagan serait de couper l'aide militaire au Salvador parce que la junte a menti aux États-Unis et se sert du matériel américain pour commettre des atrocités contre la population.

Selon les représentants démocrates Gerry E. Studds, Barbara Mikulski et Robert Edgar, la reprise de l'aide américaine faisait suite aux assurances de la junte qu'une enquête approfondie était en cours sur le meurtre de quatre missionnaires américains. Les trois membres du Congrès, qui sont rentrés d'un séjour de dix jours au Salvador, soulignent que la junte ne mène aucune enquête et ont lancé un appel à M. Reagan pour qu'il

# Salvador: des représentants américains dénoncent la junte

mette fin à l'aide américaine à la junte.

Par ailleurs, les observateurs en Amérique centrale estiment que l'opposition salvadorienne a échoué dans son entreprise de vouloir instaurer une «situation irréversible» avant l'arrivée de Ronald Reagan à la Maison-Blanche.

Dix jours après «l'offensive générale» lancée contre la junte du président Napoléon Duarte, la guérilla n'a pas réussi à marquer de points décisifs face à l'armée régulière. De plus, souli-

gne-t-on, l'opposition de gauche regroupée au sein du Front démocratique révolutionnaire (FDR) n'a pas reçu jusqu'à présent un appui populaire suffisant pour renverser rapidement le régime en place.

Après dix jours de combats, les informations en provenance du Salvador indiquent que la guérilla a dû se retirer des villes et localités qu'elle avait occupées au début de l'insurrection armée. Les forces de guérilla, affirmant les responsables du «Front Farabundo Martí de li-

bération nationale» (FMLN) ont opéré ce retrait «pour des raisons stratégiques», le temps que les unités révolutionnaires se réorganisent dans la clandestinité avant de lancer «l'offensive finale».

De son côté, la junte a indiqué hier que le pays vivait «une phase de calme» et que l'armée contrôlait la situation.

D'autre part, un représentant du Front démocratique révolutionnaire (FDR) du Salvador a déclaré qu'une intervention américaine directe dans son

pays semblait plus probable sous la présidence de M. Ronald Reagan.

M. Jose Roberto Herrera, représentant du FDR en Suisse et en Autriche, a déclaré que son organisation désirait éviter un affrontement avec les États-Unis et trouver une solution politique à la guerre civile qui fait rage au Salvador.

Il a nié que le FDR ait reçu autre chose qu'un «soutien moral» de la part du Nicaragua et de Cuba. Mais il a accusé des Cubains exilés aux États-Unis et

des partisans d'Antonio Somoza, président du Nicaragua assassiné l'année dernière, de s'ingérer dans les affaires intérieures du Salvador.

Par ailleurs, l'agence Tass a accusé hier les États-Unis de ne pas respecter la «démocratie et les droits de l'homme» en aidant militairement «le gouvernement du Salvador dans sa lutte contre son propre peuple». L'agence officielle soviétique écrit d'autre part que le Département d'État américain «déforme grossièrement» le sens des événements au Salvador en tentant de présenter «le vaste mouvement populaire pour la liberté et la démocratie et une véritable indépendance nationale» qui s'est déclenché dans le pays, comme une sorte de «terrorisme communiste» bénéficiant d'une aide extérieure.

## DÉPÊCHES

**MICHEL COLUCCI**, dit «Coluche», candidat à l'élection présidentielle française «au nom des drogués, des fainéants et des crasseux», a tenu lundi à l'école polytechnique de Paris sa première réunion électorale. Le fantaisiste a averti son auditoire qu'il ne voulait pas être pris au sérieux: «Ma connerie a pris de l'ampleur (vive l'ampleur) et ça a un peu dépassé mes ambitions».

**UN ADMINISTRATEUR** du département exploitation du Service de renseignements fédéral, B.N.D., âgé de 43 ans, connu sous le nom d'emprunt Gandner, a disparu depuis 21 jours. Cet homme pourrait, selon le quotidien Die Welt, être la fauëse «Taupe» qui, depuis des années, poursuit son travail de sape pour le ministère de la sécurité d'État de la R.D.A. Un certain nombre de collaborateurs du B.N.D. ont été démasqués et arrêtés à l'est, au cours des dernières années.

**UN PROJET** de loi du gouvernement proposant la dissolution de la Knesseth et la tenue d'élections le 7 juillet 1981 a été adopté à main levée en première lecture, par le Parlement israélien hier soir. Le texte définitif constituera probablement un compromis entre l'exigence de l'opposition qui demande que les élections soient avancées pour le printemps et la coalition gouvernementale qui a proposé le 7 juillet.

**L'I.R.A.** provisoire a annoncé hier qu'elle avait abattu un de ses hommes, après l'avoir reconnu coupable de fournir des informations à la police sur les caches d'armes du mouvement. Le corps de cet homme avait été retrouvé dans la nuit de lundi à mardi par la police. Dans un communiqué diffusé à Dublin, l'I.R.A. provisoire a revendiqué cet assassinat, précisant que l'homme appartenait à la Brigade de Belfast. Au cours des 12 derniers mois, la police a découvert plusieurs stocks d'armes de l'I.R.A.

**DEUX RÉFUGIÉS** cubains qui avaient détourné un avion américain pour tenter de rentrer chez eux, ont été condamnés par un tribunal américain à 40 ans de prison chacun. Juan Atega Fresneda et Crecencio Perez-Perez, tous deux âgés de 26 ans, avaient détourné sur Cuba un appareil des Delta Airlines avec 115 personnes à bord, en menaçant de mettre le feu à des bouteilles de plastique contenant de l'essence.

**AMNESTY INTERNATIONAL** a accusé l'URSS de se livrer à une répression systématique. Elle relève que 200 dissidents, de toutes sortes, ont été emprisonnés au cours des quinze derniers mois. Les tribunaux soviétiques ont prononcé de très lourdes sentences, allant jusqu'à quinze années de travaux forcés et d'exil intérieur, au cours des derniers mois, déclare Amnesty international dans un communiqué.

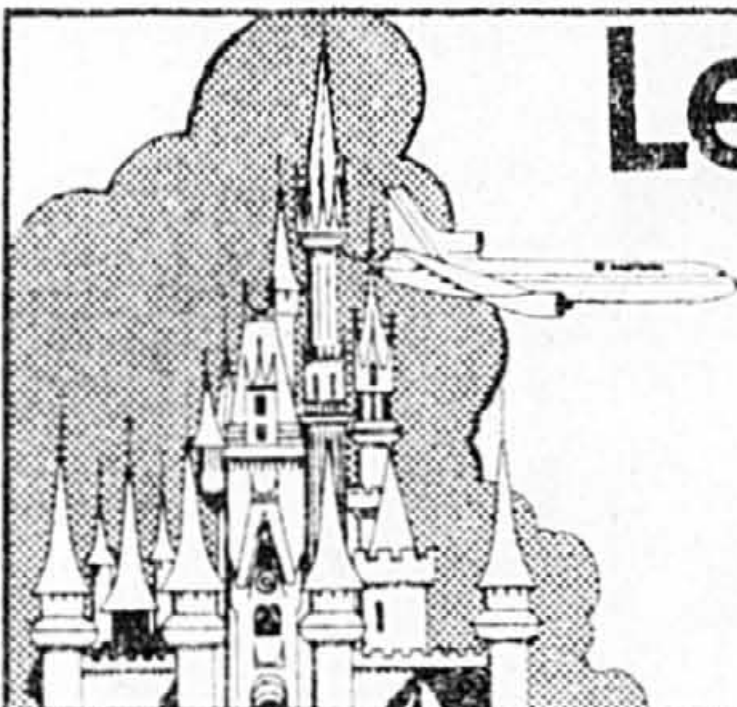
**L'UNE DES PLUS** anciennes radios libres syndicales, «Radio Lorraine Coeur d'Acier (LCA)», qui joua un rôle considérable au moment de la crise de la sidérurgie de l'est de la France, a été investie hier matin par la police qui a commencé à démonter ses installations. Cette «radio de lutte» avait été lancée le 17 mars 79 par le syndicat CGT.

«**JE SUIS** sorti d'un cauchemar. Jamais je n'ai été aussi serein.» Ave Maria Petricola, la jeune brigadiste rouge dont les aveux ont donné à l'enquête sur l'enlèvement du magistrat d'Urso une impulsion radicale, explique en ces termes son état de «bridagiste repentie», la jeune femme assure, dans une lettre, qu'elle a retrouvé Dieu.

**LE GOUVERNEMENT** militaire bolivien a déclaré qu'il avait découvert un vaste complot de gauche destiné à éliminer des officiers et des hommes politiques importants. Selon les militaires, les comploteurs avaient l'intention d'organiser un mouvement de masse et de prendre le contrôle du pays grâce à une insurrection armée et la création de milices populaires. Cette déclaration apparaît comme une réponse aux questions posées par l'Église catholique bolivienne au sujet de récents affrontements avec les forces de sécurité qui ont fait huit morts chez les guerrilleros.

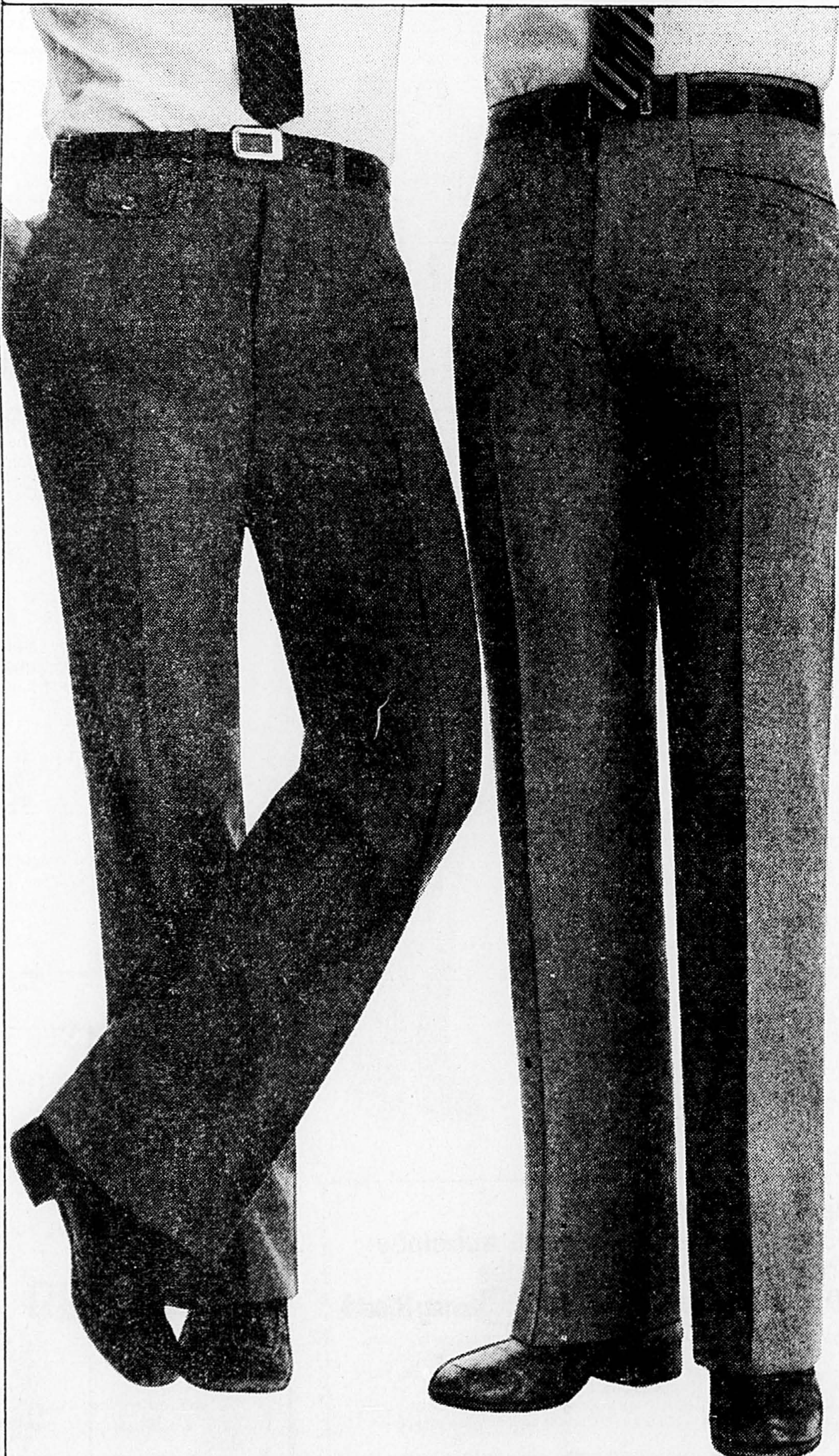
«**SI LA France** commet une sottise, et prend une initiative contre le peuple tchadien, les conséquences seront graves car les intérêts français en Libye, en Afrique et dans le monde arabe seront en danger», a déclaré M. Ibrahim Mohammed El-Bishari, secrétaire du comité libyen administratif pour l'information révolutionnaire (ministre de l'Information). M. El-Bishari, qui est en transit en France au retour d'un voyage privé au Danemark, ajoute: «Nous nous trouverons — si tel était le cas — dans la situation où nous serons obligés d'utiliser l'arme économique, politique ou révolutionnaire.»

**L'IRAN** continuera de boycotter la rencontre des ministres des Affaires étrangères des pays islamiques à Taif (Arabie Saoudite) et ne participera pas au sommet de dimanche de l'Organisation de la conférence islamique, a déclaré M. Ali Shams Ardekani, ambassadeur d'Iran au Koweït. Quelques heures auparavant, le prince Saoudi Al-Faisal, ministre saoudien des Affaires étrangères, avait annoncé que l'Iran allait se joindre à la réunion de Taif, sur le point de se terminer après quatre jours de discussions.



## Le Monde merveilleux des aubaines la Baie

# Une coupe impeccable, un prix irrésistible!



Pantalons sport pour hommes

**19<sup>99</sup>** ch.

Un pantalon mode pour jeunes et moins jeunes... offert à prix tout à fait dérisoire! Idéal pour porter avec le blazer ou avec tout chandail sport! Confortable mélange 70% polyester/30% laine. 2 poches arrière à rabat, 2 poches avant 1/2" et une pour montre. Tailles 30 à 40, ourlets non finis. Riches tons de brun, bleu, beige ou gris.

Pantalons pure laine pour hommes

**24<sup>99</sup>** ch.

Oui, c'est bien un pantalon en pure laine vierge que nous vous proposons à ce prix d'aubaine incroyable! Tissu de grande qualité, résistant aux plis, confection solide et durable. Bref, un pantalon que vous apprécierez tout au long de l'année! Tailles 30 à 42, ourlets non finis. Gammas de teintes: gris pâle, bleu pâle, beige pâle, gris, marine, bleu cendré ou vert mix.

Légers frais supplémentaires pour finition des ourlets.

Téléphoner à 842-6261 (région de Montréal). Rayon 314, rez-de-chaussée, centre-ville et dans toutes les succursales.

Les meilleurs prix en ville. La Baie vous rembourse la différence si vous trouvez un de nos articles à meilleur marché ailleurs.

CENTRE-VILLE 281-4422

BOULEVARD 728-4571

DORVAL 631-6741

ROCKLAND 739-5521

GENTRE LAVAL 688-8970

PLACE VERSAILLES 354-8470

PLACE VERTU 332-4550

ST-BRUNO 653-4455

CHICOUTIMI 545-3160

CENTRE-VILLE: du lundi au mercredi, de 10h à 18h les jeudis et vendredis, de 10h à 21h le samedi, de 9h à 17h

SUCCURSALES: du lundi au mercredi, de 9h30 à 18h les jeudis et vendredis, de 9h30 à 21h le samedi, de 9h à 17h

CHICOUTIMI: du lundi au mercredi, de 9h30 à 17h30 les jeudis et vendredis, de 9h30 à 21h le samedi, de 9h à 17h

## NOUVELLE ENTENTE AVEC QUÉBEC

## Travaux d'assainissement de \$116 millions à Laval

Le ministre de l'Environnement et le maire de Laval ont signé, hier après-midi, un nouveau protocole d'entente de \$116 millions permettant d'effectuer des travaux pour l'assainissement des eaux dans l'île Jésus.

## JEAN-PAUL CHARBONNEAU

C'est la deuxième fois qu'une telle signature se fait à l'hôtel de ville pour le même projet. En novembre 1979, le bureau du ministre et les autorités municipales de Laval étaient venus à une entente sur ce programme. Mais Québec était revenu sur sa décision parce que dans ce projet on parlait d'égouts combinés, ce qui ne répondait pas aux normes du gouvernement.

D'autres pourparlers ont par la suite été entrepris entre les fonctionnaires provinciaux et municipaux et finalement une entente intervenait: désormais, les eaux usées de Laval auront un système d'évacuation distinct de celui des eaux pluviales. «Ce qui assure, à long terme, des promesses d'économie lors de la construction et de l'exploitation de la future usine d'épuration, en plus, bien sûr, d'assurer une meilleure efficacité de traitement», explique le ministre.

Cette entente signifie une participation gouvernementale accrue aux coûts additionnels de construction des intercepteurs d'égout. La quote-part du gouvernement s'élève à près de \$71 millions, à être versée sur la base d'un ancien engagement par lequel 66% p. cent des coûts de l'assainissement seront assumés par Québec.

## Le député Lavoie

Quelques minutes avant la signature, le député de Laval, Jean-Noël Lavoie, a remis à la

presse une déclaration sur ce protocole d'entente.

Il se demande comment il se fait que le gouvernement exige que Laval emprunte seule sur les marchés financiers la totalité des coûts du programme, y compris la partie assumée par Québec.

«Il est évident, dit-il, que Laval en sera pénalisée car ses états financiers afficheront une dette importante (3/5 du programme) qui appartient au gouvernement du Québec, mais qui n'apparaîtra pas dans le bilan de

ce dernier. Il s'agit d'une opération de camouflage.»

M. Lavoie précise qu'il lui apparaît que cette entente Québec-Laval surcharge indûment Laval qui dans les deux premières années du programme devra encourir des emprunts bancaires de \$50 millions alors que le gouvernement n'aura encore rien déboursé.

L'entente prévoit que les travaux vont s'étendre jusqu'en 1984.

«Est-ce la politique du gouvernement actuel de se faire finan-

cer par les municipalités et en plus de passer la facture qui lui revient à ses successeurs?» conclut le seul député libéral de l'île Jésus.

Le ministre Léger a répliqué en disant qu'il était inconvenant que le député de Laval profite d'une campagne électorale prochaine pour faire une telle déclaration. «Depuis quatre ans, lance le ministre, il n'a jamais rien fait sur ce sujet. Il aurait pu intervenir à l'Assemblée nationale au lieu de venir dans un endroit où il n'était même pas invité.»

## Les nouvelles règles pour les fosses septiques approuvées d'ici quelques semaines

Le ministre de l'Environnement, M. Marcel Léger, a annoncé hier que le gouvernement devrait approuver «d'ici quelques semaines» le projet de réglementation sur les fosses septiques qu'il avait présenté pour examen public le 23 avril 1980, c'est-à-dire il y a neuf mois.

## JEAN-PIERRE BONHOMME

M. Léger, qui s'exprimait hier devant les membres québécois de l'Association des manufacturiers canadiens, n'a pas expliqué pourquoi le règlement sur les installations septiques tarde tant à être mis en application. On sait que, selon les termes de la loi de l'Environnement, les citoyens ont soixante jours à partir du dépôt de la réglementation, (sa publication dans la Gazette officielle) pour faire connaître leurs réactions.

Selon des sources renseignées, toutefois, il appert que ces dispositions, qui doivent déterminer la nature des fosses septiques et leurs conditions d'implantation, sont bloquées au Comité interministériel permanent sur l'aménagement. On craindrait, en ce lieu, que la réglementation tant attendue et réclamée avec insistance par de nombreux corps parapublics, dont la Fédération pour la protection de l'environnement des lacs, ne produise une réaction négative chez les corps municipaux qui se considèrent déjà trop chargés de responsabilités, par les politiques de décentralisation.

Car selon les dispositions du projet de réglementation, ce sont les municipalités qui devront gérer le programme d'implantation des installations septiques; ce sont elles qui devront administrer le règlement. L'Union des municipalités, par la voix du maire de Granby, M. Paul Trépanier, avait affirmé, le 16 août 1980, que l'intention du législateur d'accorder des responsabilités précises aux administrations municipales à cet égard «va dans le bon sens»; mais il avait ajouté que le programme pourrait être bien géré «par les administrations régionales à venir». Il avait souligné aussi que le législateur «veut déléguer aux municipalités l'odieuse de l'application de ses lois». Somme toute, l'Union des municipalités refusait de se commettre.

Entretiens, les citoyens désireux de protéger l'environnement de leurs lacs s'impatientent. L'un d'eux, dans un message à LA PRESSE, par exemple, exprime l'avis que la période de temps qui a suivi le dépôt de la réglementation est «le soixante jours réglementaire le plus long de l'histoire; un soixante jours qui va dans le sens contraire des tendances à l'accélération historique».

Le porte-parole de l'Association des propriétaires riverains du lac Saint-Georges, ainsi, M. André Nault, a soutenu ces jours derniers que le retard «frise la malhonnêteté».

## Le Conseil du Trésor forcé de prélever une cotisation syndicale majorée

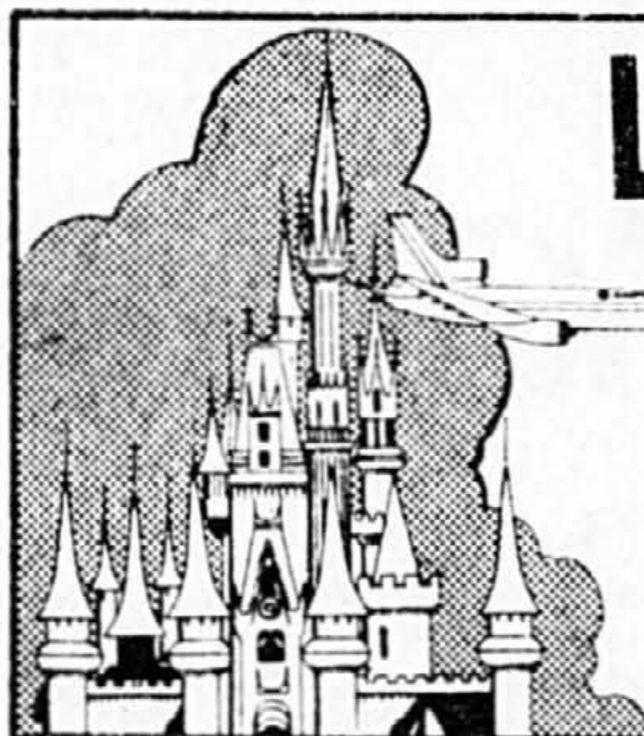
OTTAWA (PC) — Pour une deuxième fois d'affilée, le gouvernement fédéral a reçu l'ordre de se soumettre à une demande du syndicat des contrôleurs aériens et de prélever à la source une prime supplémentaire sur les chèques de paye des membres de ce syndicat, en prévision de la création d'un fonds de grevé dont pourraient avoir besoin les contrôleurs advenant l'échec des négociations.

L'ordre a été émis par la Commission des relations de travail qui affirme, dans la décision qu'elle vient de rendre, être inquiète et étonnée par l'attitude du Conseil du trésor, le négociateur du gouvernement, qui ne s'est pas soumis à une ordonnance semblable requise le mois dernier et qui stipulait que l'employeur devait doubler les cotisations syndicales.

Dans sa nouvelle ordonnance, la Commission force le Conseil du trésor à doubler, au plus tard sur la paye du 30 janvier, les cotisations syndicales des 2.200 membres de l'Association des contrôleurs aériens.

Entre-temps, le Conseil du Trésor a indiqué qu'il se soumettrait à cette ordonnance en autant que le ministre des Approvisionnement et Services, qui émet les chèques de paye, ne connaisse pas de difficultés techniques dans l'exécution de cet ordre.

Par ailleurs, le Conseil du Trésor a porté cette décision en appel devant la Cour suprême du Canada.



## Le Monde merveilleux des aubaines la Baie

N'attendez plus!

Les prix des manteaux sont au plus bas!



Une occasion pareille, ça ne se rencontre pas souvent: ça se rencontre maintenant et à la Baie! Ne manquez pas cette chance unique de vous procurer un magnifique manteau d'hiver, parmi une collection fastueuse de modèles, tous réalisés en superbes mélanges laineux. Saisissez l'occasion et venez vite faire votre choix! Tailles 8 à 14 dans le lot.

Manteaux vendus, à l'origine, de 85.00 à 165.00  
dernier prix 59.99

maintenant **39<sup>99</sup>** ch.

Manteaux vendus, à l'origine, de 130.00 à 165.00  
dernier prix 85.99 à 108.99

maintenant **79<sup>99</sup>** ch.

Manteaux vendus, à l'origine, de 180.00 à 190.00  
dernier prix 139.99

maintenant **99<sup>99</sup>** ch.

Achats en magasin seulement. Rayon 101, au deuxième, centre-ville et dans toutes les succursales.

## 25% à 33% de rabais sur manteaux pour jeunes!

Voyez notre collection de superbes manteaux et vestes d'hiver, maintenant à prix sensationnels! Venez vite choisir le modèle que vous aimez! Tailles pour jeunes filles, 7 à 11 dans le lot. Pas toutes les tailles dans tous les modèles.

La Baie, ord. 79.99 à 149.00

**59<sup>99</sup> à 99<sup>99</sup>** ch.

Achats en magasin seulement. Boutique Jeunesse, rayon 158, au deuxième, centre-ville et dans toutes les succursales.

## Participez au concours du monde merveilleux des aubaines! Vous pourriez gagner un des 10 voyages pour 4 à Walt Disney World.

Participez aussi souvent que vous le voulez! Vous pourriez gagner l'un des 10 voyages pour 4 à WALT DISNEY WORLD®, en Floride, via EASTERN AIRLINES, avec chambre à l'hôtel ROYAL PLAZA, au centre de villégiature WALT DISNEY WORLD® de Lake Buena Vista! Dix prix, dont deux tirés à la Baie du centre-ville et un à chacune de nos succursales. Vous trouverez tous les règlements du concours et l'endos des coupons de participation.



## Les meilleurs prix en ville: La Baie vous remboursera la différence si vous trouvez un de nos articles à meilleur marché ailleurs.

CENTRE-VILLE  
281-4422

BOULEVARD  
728-4571

DORVAL  
631-6741

ROCKLAND  
739-5521

CENTRE LAVAL  
688-8970

PLACE VERSAILLES  
354-8470

PLACE VERTU  
332-4550

ST-BRUNO  
653-4455

CHICOUTIMI  
545-3160

CENTRE-VILLE: du lundi au mercredi, de 10h à 18h  
les jeudis et vendredis, de 10h à 21h  
le samedi, de 9h à 17h

SUCCURSALES: du lundi au mercredi, de 9h30 à 18h  
les jeudis et vendredis, de 9h30 à 21h  
le samedi, de 9h à 17h

CHICOUTIMI: du lundi au mercredi, de 9h30 à 17h30  
les jeudis et vendredis, de 9h30 à 21h  
le samedi, de 9h à 17h